

Université de Montréal

**La *corporation* anglaise et ses équivalents français : norme et usages en  
contexte canadien**

par  
Cléothilde Lefebvre Bergeron

Département de linguistique et de traduction de l'Université de Montréal  
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures  
en vue de l'obtention du grade de deuxième cycle  
en traduction  
Avril 2007

© Cléothilde Lefebvre Bergeron, 2007



p.  
25  
154  
2007  
v.007

## AVIS

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

## NOTICE

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal  
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

**La *corporation* anglaise et ses équivalents français : norme et usages en  
contexte canadien**

présenté par :  
Cléothilde Lefebvre Bergeron

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Jeanne Dancette  
Président-rapporteur

Judith Lavoie  
Directrice de recherche

Hélène Buzelin  
Membre du jury

## Résumé

Au Canada, le bijuridisme occasionne plusieurs problèmes en matière de traduction juridique, principalement en raison de la différence de nature terminologique entre la common law et le droit civil. La traduction du terme anglais *corporation* en est un exemple probant, d'autant plus que les concepts juridiques qui l'entourent sont complexes. Ce terme peut être qualifié de générique et de spécifique en anglais et comporte plusieurs équivalents français dont l'interprétation dépend du contexte dans lequel ils sont employés. Le terme *corporation* en anglais peut donc être rendu par « société par actions », « compagnie », « personne morale » ou « association », voire par « corporation ».

Par le présent mémoire, nous avons donc cherché à répondre à la problématique suivante : pour quelles raisons a-t-on longtemps utilisé le calque « corporation » en français pour traduire le terme anglais *corporation* et pourquoi est-il toujours employé de nos jours dans certaines situations?

À la lumière des recherches effectuées, nous sommes arrivée à la conclusion que le contact de deux langues (l'anglais et le français) et de deux systèmes juridiques (la common law et le droit civil) a créé un décalage entre la norme et l'usage du terme « corporation » en français et que le problème de traduction qui s'y rapporte a engendré un autre problème, soit l'usage de son dérivé « corporatif ». Nous avons également conclu que les juristes et la législation étaient en partie responsables de ce décalage.

### Mots clés :

Association  
Bijuridisme  
Bilinguisme  
Compagnie  
Corporatif  
Corporation  
Juriste  
Norme  
Personne morale  
Société  
Usage

## **Abstract**

The Canadian bijuralism is causing many problems as far as legal translation is concerned, essentially because of the terminological difference between common law and civil law. The translation of the word “corporation” in French is a good example since the legal concepts attached to this term are particularly complex to understand. Corporation in English is both a generic and a specific term and many words in French are related to it. The definition of these words depends on the context in which the term is used. Corporation in English can be translated in French by « société par actions », « compagnie », « personne morale » or « association », and even by « corporation ».

By this work, we tried to find an answer to this problematic: for what reasons the word « corporation » has been used in French for so long as a translation of the term *corporation* and why it is still used today in certain situations.

In light of the research we did, we concluded that the contact between two languages and two legal systems is in fact responsible gap between the terminological standard and use of the word « corporation », and that there is an even bigger problem with the use of the word « corporatif » in French. We also concluded that the legislation and the lawyers are partly responsible for this gap.

## **Keywords:**

Association  
Bijuralism  
Bilinguism  
Body Corporate  
Business Corporation  
Company  
Corporate  
Corporation  
Limited Company

## Table des matières

<b>TABLE DES ILLUSTRATIONS.....</b>	<b>7</b>
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>8</b>
<b>PARTIE I : UN PEU D'HISTOIRE.....</b>	<b>12</b>
LE BIJURIDISME CANADIEN .....	12
LA COMMON LAW ET LE DROIT CIVIL .....	14
<i>Common law</i> .....	16
<i>Droit civil</i> .....	17
<i>Code civil</i> .....	18
BREF HISTORIQUE DE LA TRADUCTION JURIDIQUE AU CANADA .....	21
DROIT DES SOCIÉTÉS AU CANADA .....	25
<i>Définition</i> .....	25
<i>Les lois</i> .....	27
<i>Utilisation du terme « corporation »</i> .....	28
AUTRES PROVINCES BILINGUES .....	29
<i>Ontario</i> .....	29
<i>Nouveau-Brunswick</i> .....	30
<i>Manitoba</i> .....	31
<b>PARTIE II : LA CORPORATION.....</b>	<b>32</b>
LE CHAMP SÉMANTIQUE DU TERME CORPORATION EN ANGLAIS .....	32
<i>Business Corporation</i> .....	33
<i>Professional corporation</i> .....	34
<i>Non-profit corporation (association)</i> .....	35
<i>Company</i> .....	36
<i>Limited company</i> .....	36
NORME DU TERME « CORPORATION » EN FRANÇAIS .....	38
LA NORME.....	38
<i>La norme générale</i> .....	40
<i>La norme spécialisée</i> .....	44
LES ÉQUIVALENTS DU TERME CORPORATION EN FRANÇAIS .....	49
<i>Société par actions (Business Corporation)</i> .....	50
<i>Personne morale (corporation)</i> .....	51
<i>Compagnie (Business Corporation, Company, Limited Company)</i> .....	52
<i>Association (non-profit corporation, association)</i> .....	55
<i>Corporation (professional corporation)</i> .....	56
LES DÉRIVÉS DU TERME CORPORATION EN ANGLAIS ET EN FRANÇAIS.....	58
<i>To incorporate</i> .....	58
<i>Incorporation</i> .....	59
<i>Corporate</i> .....	59
L'USAGE DU TERME « CORPORATION » EN FRANÇAIS .....	61
<b>PARTIE III – LES RAISONS, LES SOLUTIONS ET LES CONCLUSIONS.....</b>	<b>72</b>

<b>PARTIE III – LES RAISONS, LES SOLUTIONS ET LES</b>	
<b>CONCLUSIONS.....</b>	<b>72</b>
COMMENT EXPLIQUER L'EXISTENCE D'UN TEL DÉCALAGE ENTRE LA NORME ET	
LES USAGES? .....	72
LE TRADUCTEUR DOIT-IL SUIVRE LA NORME OU LA CRÉER AFIN DE PALLIER UN	
EMPLOI FAUTIF?.....	81
SOLUTIONS ET PISTES DE RÉFLEXION .....	82
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>86</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>91</b>



**Table des illustrations**

Figure 1: Historique 1 .....	21
Figure 2: Champ sémantique 1 .....	37
Figure 3: Équivalents 1 .....	49
Figure 4: Résumé 1 .....	57

## Introduction

Au Canada, le bijuridisme entraîne plusieurs problèmes en matière de traduction juridique principalement en raison des différences d'ordre conceptuel et terminologique entre la common law et le droit civil. La traduction du terme anglais *corporation* en est un exemple probant, du fait que les concepts juridiques qui lui sont rattachés sont fort complexes et peuvent même varier d'un système juridique à l'autre. Le terme *corporation* peut être qualifié de générique et de spécifique en anglais, en ce sens que le champ sémantique qui s'y rapporte est particulièrement large. C'est pourquoi ce terme comporte plusieurs équivalents français dont l'interprétation dépend principalement du contexte dans lequel ils sont employés. Le terme *corporation* en anglais peut être traduit en français par « société (par actions) », « compagnie », « personne morale » ou « association », voire littéralement par *corporation*<sup>1</sup>.

L'usage controversé du calque lexical « corporation » en français a fait couler beaucoup d'encre. Bien qu'à ce jour peu d'études approfondies aient été consacrées à ce sujet, plusieurs auteurs se sont déjà prononcés sur l'usage fautif du terme : « (...) certains juristes traitant de la société par actions persistent à employer le calque lexical (en l'occurrence *corporation*), en particulier sous sa

---

<sup>1</sup> Nous sommes consciente du fait que d'autres termes pourraient figurer sur cette liste. Néanmoins, à la lumière des recherches effectuées pour ce mémoire, nous considérons que ces termes sont les plus importants et, surtout, les plus récurrents, tant dans la norme que dans l'usage, au Québec.

forme adjectivale»<sup>2</sup>. Jean-Claude Gémar, Michel Bergeron, André Laverdière et Florence Terral ont également déjà fait mention du sujet dans leurs ouvrages. Nous y reviendrons dans la troisième partie.

Il s'agit donc du premier projet de recherche en traduction uniquement dédié au champ sémantique du terme *corporation*. En effet, le sujet qui nous occupe est particulièrement intéressant, et ce, de plusieurs points de vue. Il pose tout d'abord un défi de recherche terminologique et scientifique considérable. Nous avons consulté un grand nombre de sources pour arriver à bien cerner le problème. Il est par ailleurs important de mentionner que nous nous sommes attardée aux articles, monographies, lexiques et dictionnaires qui sont, selon nous, les plus importants<sup>3</sup>.

Par le présent mémoire, nous chercherons donc à répondre à la problématique suivante : pour quelles raisons a-t-on longtemps utilisé le calque « corporation » en français pour traduire le terme anglais *corporation* et pourquoi est-il toujours employé de nos jours dans certaines situations? Le terme anglais *corporation*, en common law, renvoie au concept large de personne morale; le même terme en français, en droit civil, correspond au concept restreint d'ordre professionnel. Ainsi, le vaste champ sémantique couvert par la notion de *corporation* en

---

<sup>2</sup> LAVOIE, Judith (2004), « Business Corporation, Partnership, Company... Comment les traduire », *Circuit*, été 2004, p. 27.

<sup>3</sup> En ce qui concerne les essais, nos critères de sélection sont fondés notamment sur l'année de parution de l'ouvrage, la notoriété de l'auteur et de l'éditeur, et la qualité et l'abondance des sources consultées (des presses universitaires par exemple). Quant aux ouvrages lexicographiques, notre choix repose sur l'année de parution, la présence de contextes étoffés, de définitions détaillées et de termes apparentés signalés à l'aide de renvoi.

anglais entraîne des difficultés de traduction qui reposent à la fois sur une certaine méconnaissance du champ et sur la présence d'un terme homonyme en français, soit « corporation », dont le sens ne recouvre qu'une infime partie de celui du concept anglais.

Pour bâtir notre argumentaire, nous diviserons ce mémoire en trois parties distinctes. En première partie, nous définirons le bijuridisme canadien ainsi que la branche du droit afférent à notre sujet, soit le droit des sociétés. Nous présenterons ensuite un portrait historique des systèmes juridiques en vigueur au Canada<sup>4</sup>, soit la common law et le droit civil ainsi qu'un tableau pour illustrer les grandes lignes de l'histoire de la traduction juridique au Canada.

En deuxième partie, nous élaborerons une définition du terme *corporation* en anglais et nous délimiterons son champ sémantique. Nous nous pencherons par la suite sur les concepts de norme et d'usage et sur les problèmes qui leur sont reliés et nous dresserons, finalement, la liste des équivalents du terme *corporation* français et fournirons une définition et un contexte pour chacun d'entre eux.

Enfin, en troisième partie, nous expliquerons les raisons pour lesquelles nous pensons qu'un décalage existe entre la norme et l'usage relatifs au terme « corporation » et nous tenterons d'apporter des solutions et des pistes de recherche au problème qui nous occupe.

---

<sup>4</sup> Nous avons fait une synthèse des principaux éléments historiques se rapportant à notre sujet puisque le but de notre mémoire n'était pas de traiter de l'histoire de la traduction juridique mais bien du champ sémantique du terme *corporation*.

En définitive, nous espérons que l'étude ici proposée contribuera à faire avancer la recherche et à améliorer l'usage. Place à la corporation!

## Partie I : Un peu d'histoire...

Il est difficile de saisir toute l'ampleur et la complexité du bijuridisme canadien sans tout d'abord se pencher sur l'histoire de la traduction juridique au Canada.

### Le bijuridisme canadien

Le domaine spécifique qui nous intéresse dans ce mémoire est celui du droit au Canada, domaine qui constitue un phénomène bien particulier en ce sens qu'il allie à la fois bilinguisme (français/anglais, anglais/français) et bijuridisme (common law et droit civil). Selon Éthel Groffier : « le droit canadien présente les particularités d'être à la fois en deux systèmes, en deux langues, en pleine évolution et dans un pays fédéral »<sup>5</sup>.

Comme nous le verrons dans l'historique proposé plus loin, le bijuridisme canadien « s'entend de la coexistence de deux systèmes juridiques »<sup>6</sup>. Au Canada, cette coexistence remonte en réalité à l'*Acte de Québec* de 1774, qui a définitivement marqué la scission du système juridique, créant ainsi une interaction entre deux traditions juridiques complètement différentes. Il est par ailleurs important de souligner qu'il est uniquement question de bijuridisme en matière de droit privé. En effet, en vertu de l'*Acte de Québec*, la common law continuait de s'appliquer en matières publiques (droit pénal, droit fiscal, droit

---

<sup>5</sup> GROFFIER, Ethel. « La langue du droit », *Meta*, vol. 35, n° 2, 1990, p. 2.

<sup>6</sup> CUERRIER, Marc et Sandra HASSAN, « Bijuridisme canadien et harmonisation de la législation fiscale fédérale », *Revue fiscale canadienne*, vol. 51, no 1, 2003, p. 168.

constitutionnel par exemple) alors qu'incombaient au droit civil les matières privées (droit des personnes, droit des biens, entre autres). L'autorité de la couronne britannique aurait été menacée si la common law avait cédé la place au droit civil en toutes matières, d'où la dualité qui persiste aujourd'hui.

En outre, le concept de bijuridisme est plus récent que l'apparition du bilinguisme<sup>7</sup>. En effet, le français et l'anglais étaient des langues d'usage lors de l'adoption de l'*Acte de Québec*. En outre, c'est en 1867 par l'*Acte de l'Amérique du Nord britannique* que le bilinguisme est officiellement consacré :

[...] dans la rédaction des registres, des procès-verbaux et journaux respectifs de ces chambres, l'usage de ces deux langues sera obligatoire. (...) Les lois du Parlement du Canada et de la Législature de Québec devront être imprimées et publiées dans ces deux langues.<sup>8</sup>

Il faudra attendre plus de cent ans avant que les trois autres provinces bilingues, soit le Manitoba, l'Ontario et le Nouveau-Brunswick, ainsi que les territoires, ne soient obligés en vertu de la *Loi sur les langues officielles* adoptée en 1969, de publier officiellement en anglais et en français, et vice et versa, les textes de loi, les débats parlementaires et, au fil des ans, plusieurs autres documents juridiques. Cette obligation a exigé de la part du gouvernement fédéral, des gouvernements des territoires et des gouvernements des provinces concernées de revoir leurs pratiques législatives et l'organisation de leurs bureaux de traduction pour assurer une certaine harmonisation. Cette tâche colossale a progressé différemment dans chaque province. Au palier fédéral, le ministère de la Justice a adopté en 1995 la « Politique sur le bijuridisme législatif » :

<sup>7</sup> LABELLE, André. « La corédaction des lois fédérales au Canada Vingt ans après : quelques réflexions. », *Tradulex*, 2000, p. 2.

<sup>8</sup> Article 133 de l'*Acte de l'Amérique du Nord britannique*.

La politique sur le bijuridisme législatif reconnaît que les quatre auditoires canadiens (les francophones civilistes, les francophones de la common law, les anglophones civilistes et les anglophones de la common law) à qui sont destinés les lois et les règlements fédéraux puissent, d'une part lire ces textes dans la langue officielle de leur choix et, d'autre part, y retrouver une terminologie et une formulation qui soient respectueuses des concepts, notions et institutions propres au régime juridique (droit civil ou common law) en application dans leur province ou leur territoire.<sup>9</sup>

À la suite de cette politique, le ministère de la Justice a mis sur pied un « Programme d'harmonisation de la législation fédérale avec le droit civil de la province du Québec » en 1997 dans le but d'uniformiser la terminologie du nouveau Code civil avec celle de lois fédérales. Le programme a donné naissance à une loi qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2001 sous le nom de *Loi d'harmonisation n° 1 du droit fédéral avec le droit civil*. Un comité de terminologie, mis sur pied dans le cadre de l'adoption de la Loi, a constitué une banque de fiches terminologiques servant à apporter des corrections et des précisions aux termes qui prêtaient à confusion dans le but de s'assurer « que chaque version linguistique d'une loi (ou de tout autre document législatif) reflète aussi bien le droit civil que la common law »<sup>10</sup>.

### **La common law et le droit civil**

La common law est composée d'un ensemble de règles fondées sur le principe de l'autorité judiciaire, principe selon lequel le tribunal peut rendre une décision qui aura force de loi, c'est-à-dire dont la règle s'appliquera tant et aussi

<sup>9</sup> WELLINGTON MAGUIRE. Louise. « Bijuridisme canadien: méthodologie et terminologique de l'harmonisation ». Fascicule 4 (publié par le Ministère de la justice du Canada). 2000, p. 24.

<sup>10</sup> Projet de loi S-4. 1<sup>re</sup> session, 37<sup>e</sup> législature. 49 Elizabeth II, 2001.



longtemps que le législateur ne la changera pas<sup>11</sup>. Le droit civil est quant à lui un ensemble de règles de compétence provinciale (présent au Québec) qui a été fondé sur le principe voulant que la loi écrite ait préséance sur la jurisprudence<sup>12</sup>. Pour mieux saisir l'ampleur et l'importance de ce système bicéphale, voici son historique.

---

<sup>11</sup> CUERRIER, Marc et Sandra HASSAN, « Bijuridisme canadien et harmonisation de la législation fiscale fédérale », *Revue fiscale canadienne*, vol. 51, no 1, 2003, p. 168.

<sup>12</sup> CRÊTE, Raymonde et Stéphane ROUSSEAU, *Droit des sociétés par actions. Principes fondamentaux*, Thémis, Montréal, 2002, p. 39.

## Common law

### Définition

La common law est :

[le] Système juridique de l'Angleterre et des pays qui ont reçu le droit anglais, par opposition aux autres systèmes juridiques, spécialement ceux qui tirent leur origine du droit romain. [...] Elle [la common law] est l'héritage commun des nations de langue anglaise.<sup>13</sup>

Il est également intéressant de noter que :

Le terme « common law » est polysémique : il peut aussi bien viser l'ensemble d'un système juridique (par opposition au système de « droit civil ») que la jurisprudence, par opposition aux lois.<sup>14</sup>

### Origine

Le terme common law vient du mot *commune ley*, qui signifie « loi commune, droit commun »<sup>15</sup>. La common law, droit de l'Angleterre, a pris naissance aux environs de 1066 à la suite de la conquête normande. L'intention des Normands étant de régner en successeurs, non pas en envahisseurs, ils décidèrent de garder le système juridique déjà en place dans le territoire conquis<sup>16</sup>. Il s'agissait alors d'un droit dont les principes n'étaient pas regroupés sous forme de document législatif<sup>17</sup>. Jadis, les cours royales agissaient à titre de juges pour les affaires

<sup>13</sup> Centre de recherche en droit privé et comparé du Québec, *Dictionnaire de droit privé et lexiques bilingues*, Les éditions Yvon Blais, Cowansville, 2003, p. 62

<sup>14</sup> Encyclopédie canadienne Historia [en ligne].

<sup>15</sup> CENTRE INTERNATIONAL DE LA COMMON LAW EN FRANÇAIS (CLEF), Historique [en ligne], mise à jour de 2006 : [www2.umoncton.ca/cfdocs/ciclef/information\\_historique\\_suite.cfm](http://www2.umoncton.ca/cfdocs/ciclef/information_historique_suite.cfm) (consulté à plusieurs reprises).

<sup>16</sup> Encyclopédie canadienne Historia [en ligne].

<sup>17</sup> POIRIER, Donald, *Introduction générale à la common law*, Les Éditions Yvon Blais, Cowansville, 1995, p. 55.

relevant du pouvoir royal. Tout différend devait leur être présenté à défaut de pouvoir se faire entendre par le roi qui ne s'attardait qu'aux affaires de grande importance.

Les différentes décisions rendues en cour ont commencé à servir de précédents pour les causes ultérieures et, lentement, la common law s'est constituée en un ensemble de décisions partageant des points communs. Par ailleurs, la common law en français n'est pas récente étant donné que lorsque Guillaume le Conquérant a accédé au trône d'Angleterre à la suite de la conquête, c'est le français qui est devenu la langue du droit. Ce n'est qu'au 18<sup>e</sup> siècle que l'anglais deviendra la langue de la justice en raison de la grande influence de l'Anglo-normand<sup>18</sup>.

La common law fut instaurée au Canada par les colons aux 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècles. Elle fut d'abord imposée aux autochtones, puis aux colons français et à l'ensemble du pays.

### **Droit civil**

Le droit civil se définit comme suit :

Hérité du droit romain, le droit civil est une synthèse de principes juridiques qui aboutit à la constitution d'un même code. Au Québec, le code civil définit la plupart des obligations imposées par la loi dans des domaines tels que le droit de la famille, le

---

<sup>18</sup> SNOW, Gérard. « Le use de la *common law* : étude terminologique », *Meta*, vol 47, n° 2, 2002, p.187.

droit de propriété, le droit commercial et (en l'absence de droit de la responsabilité délictuelle), la responsabilité en cas de conduite négligente.<sup>19</sup>

De ce droit, est née la loi que l'on connaît aujourd'hui sous le nom de Code civil.

## **Code civil**

### **Définition**

Un code civil se définit comme un ensemble « de notions-cadres, de principes transcendants, de règles directrices et d'idéaux qui animent une tradition juridique dans un style et un vocabulaire non techniques »<sup>20</sup>. Il s'agit de la loi de base dans la province du Québec en matière de droit privé. Le *Code civil du Québec*, et, en amont, le droit civil, sont proprement distincts du système juridique canadien, c'est-à-dire de la common law, par leur philosophie. « Une définition dans le Code civil devient une règle de droit et constitue par le fait même une norme juridique »<sup>21</sup>. Aucune loi issue de la common law ne peut prétendre au même statut que le Code civil dans la tradition civiliste.

### **Origine**

Le *Code civil du Québec* tire son origine du Code civil des Français, également appelé code Napoléon, qui a lui-même évolué à partir du droit romain. Adopté

<sup>19</sup> MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA. [en ligne]. mise à jour de 2006 : [www.justice.gc.ca](http://www.justice.gc.ca) (consulté à plusieurs reprises).

<sup>20</sup> ENCYCLOPÉDIE CANADIENNE HISTORIA. Fiche destinée au Code civil [en ligne]. mise à jour de 2006 dernière mise à jour: [www.canadianencyclopedia.ca](http://www.canadianencyclopedia.ca) (consulté à plusieurs reprises); ci-après Encyclopédie canadienne Historia.

<sup>21</sup> *Idem.*

en France après la Révolution française, soit en 1804, le Code français servait à régler des litiges relevant du droit privé (la propriété, le mariage, etc.)<sup>22</sup>.

Avant ce moment, le droit français était un assemblage de coutumes, d'édits royaux, de décisions judiciaires et de pratiques fondées sur le droit romain colligé dans le Code de Justinien vers 533 de l'ère chrétienne.<sup>23</sup>

Lorsque la Nouvelle-France est devenue une colonie en 1663, il allait de soi que les principes du droit civil y seraient implantés.

En 1759, lorsque l'Angleterre prit possession du territoire qui constitue aujourd'hui le Québec, la province fut assujettie aux lois du droit britannique, tant du point de vue criminel que du point de vue civil. La *Proclamation royale* de 1763 confirma la mise en place d'une administration anglaise et permit l'établissement d'un gouvernement civil anglais<sup>24</sup>. L'adoption de ce système juridique ne fit toutefois pas l'unanimité au sein de la population, si bien que par crainte d'une révolte, un décret du parlement britannique ordonna qu'on remette en place les lois françaises. C'est donc par l'*Acte de Québec* de 1774 que le Parlement anglais a conféré au Québec le droit non seulement de conserver sa religion et sa langue, mais également d'adopter son propre système de lois<sup>25</sup>. C'est à cette loi que l'on doit l'existence et la survie du droit civil<sup>26</sup>.

Lorsque le Haut-Canada et le Bas-Canada furent unifiés par l'*Acte d'Union* de 1840, on octroya aux provinces le droit d'appliquer le système juridique désiré, ce qui occasionna l'adoption de lois qui s'appliquaient d'une part au Canada-

<sup>22</sup> POIRIER, Donald, *Introduction générale à la common law*, Les Éditions Yvon Blais, Cowansville, 1995, p. 56.

<sup>23</sup> *Idem*.

<sup>24</sup> CUERRIER, Marc et Sandra HASSAN, « Bijuridisme canadien et harmonisation de la législation fiscale fédérale », *Revue fiscale canadienne*, vol. 51, no 1, 2003, p. 163.

<sup>25</sup> BERGERON, Michel. « La traduction juridique au Canada », *Tradulex*, Actes 2000, p. 1.

<sup>26</sup> Encyclopédie canadienne Historia [en ligne].

Ouest et d'autre part au Canada-Est<sup>27</sup>. En 1857, le parlement du Bas-Canada adopta une loi nommée l'*Acte pour pourvoir à la codification des lois du Bas-canada qui se rapportent aux matières civiles et à la procédure*, laquelle a été votée afin d'unifier le code existant et de composer un nouveau Code civil basé sur le code français<sup>28</sup>. En 1865 donc, le *Projet de loi pour le Code civil du Bas-Canada* est déposé et sera adopté le 1er août 1866. Le Québec fut donc la « (...) seule province à faire son entrée dans la Confédération canadienne avec un droit privé codifié et un système de lois civilistes, jetant du même coup les bases du bijuridisme canadien»<sup>29</sup>.

Le *Code civil du Bas-Canada* fut modifié bon nombre de fois après son adoption. C'est toutefois en 1955, soit près de cent ans après son adoption, que Maurice Duplessis proposa à l'Assemblée législative d'adopter la *Loi concernant la révision du Code civil*, laquelle prévoyait la modification du Code par un juriste nommé par l'Assemblée. Pour donner suite à cette initiative, sera adoptée en 1960 la *Loi modifiant la Loi concernant la révision du Code civil*. Quatre codificateurs seront à leur tour nommés pour amender le travail entamé par le juriste nommé par le gouvernement.

C'est donc le 18 décembre 1990 qu'est déposé le projet de loi 125 sur le *Code civil du Québec*. Ce projet tenait compte de la plupart des projets précédents et des suggestions reçues sur la création d'un tel code. Le projet de loi 125 fut

---

<sup>27</sup> Encyclopédie canadienne Historia [en ligne].

<sup>28</sup> MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA. Dates importantes de l'histoire du droit civil du Québec [en ligne], mise à jour de 2006 : [www.justice.gc.ca](http://www.justice.gc.ca) (consulté à plusieurs reprises); ci-après Dates importantes de l'histoire du droit civil du Québec [en ligne]

<sup>29</sup> *Idem*.

examiné article par article et devint une loi en 1992. Le *Code civil du Québec* entra en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1994.

### **Bref historique de la traduction juridique au Canada**

Les faits saillants de l'histoire de la traduction juridique au Canada s'échelonnant sur plusieurs années, nous avons pris l'initiative de produire un tableau synthèse des dates les plus importantes et des événements s'y rattachant. Cette manière de procéder nous évite de répéter ou de reproduire de nombreux articles sur ce sujet pour ne commenter brièvement que les faits d'écrits recensés reconnus comme les fondements de l'histoire juridique au Canada.

**Figure 1: Historique 1**

<b>FAITS- SAILLANTS – HISTOIRE DE LA TRADUCTION JURIDIQUE AU CANADA</b>	
<b>DATE</b>	<b>ÉVÉNEMENT</b>
1760	C'est dans les quatre dernières années du régime provisoire de la Nouvelle-France que naît officiellement la traduction juridique <sup>30</sup> .

<sup>30</sup> HORGUELIN, Paul A. « Les premiers traducteurs (1760 à 1791) », *Meta*, vol. 22, n° 1, mars 1977, p. 15.

1760	Le premier traducteur juridique officiel fut François-Joseph Cugnet. Ce traducteur, qui était juriste, a marqué l'histoire par sa personnalité hors du commun et son travail controversé. Les libertés que prenait ce dernier pour traduire marquèrent son époque et le métier qu'il exerçait. <sup>31</sup> C'est d'ailleurs Cugnet qui a entrepris la traduction de l' <i>Acte de Québec</i> après son adoption en 1774. <sup>32</sup>
1854	Apparaissent alors les premiers bureaux de traduction de l'assemblée législative. Antoine Gérin-Lajoie (1824-1882) avocat, secrétaire de l'ancien Premier ministre Morin et conservateur de la bibliothèque du Parlement fédéral fut un des premiers traducteurs juridiques. Ce dernier ainsi qu'Eugène-Philippe Dorion, Joseph-François Perreault, eux aussi traducteurs, participèrent entre autres à l'amélioration de traductions juridiques de l'époque. <sup>33</sup>
1867	L' <i>Acte de l'Amérique du Nord britannique</i> , qui deviendra la <i>Loi constitutionnelle de 1867</i> et qui sera modifiée en 1982, est adopté. On assiste alors à la naissance d'un système bijuridique bilingue. C'est cette loi qui permet le partage des pouvoirs et des compétences juridiques entre le fédéral et les provinces canadiennes. <sup>34</sup>
1934	Le Bureau de la traduction, alors appelé Bureau des traductions, voit le jour. <sup>35</sup>

<sup>31</sup> HORGUELIN, Paul A. « Les premiers traducteurs (1760 à 1791) », *Meta*, vol. 22, n° 1, mars 1977, p. 21.

<sup>32</sup> DICTIONNAIRE BIOGRAPHIQUE DU CANADA, François-Joseph Cugnet [en ligne], mise à jour de 2006 : [www.biographi.ca](http://www.biographi.ca) (consulté à plusieurs reprises).

<sup>33</sup> GOUIN, Jacques. « La traduction au Canada de 1791 à 1867 », *Meta*, vol. 22, n° 1, mars 1977, p. 29.

<sup>34</sup> MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA, Loi de 1867 sur l'Amérique du Nord britannique - Texte no 1 [en ligne] mise à jour de novembre 2005 : <http://www.justice.gc.ca/fr/ps/const/loireg/pl11-1.html> (consulté à plusieurs reprises).

<sup>35</sup> BUREAU DE LA TRADUCTION, Terminum [en ligne], mise à jour du 15 mars 2006 (dernière mise à jour) : <http://www.terminumplus.gouv.qc.ca> (consulté à plusieurs reprises).



1969	La première <i>Loi sur les langues officielles</i> , qui confère aux deux langues officielles un statut égal au sein des institutions fédérales, est adoptée. C'est à partir de ce moment que la traduction juridique connaît un essor phénoménal. On assiste entre autres à la naissance de la common law en français et du Code civil en anglais puisque toutes les lois et tous les règlements des quatre provinces et des territoires doivent dorénavant être disponibles dans les deux langues officielles. <sup>36</sup>
1977	Au Québec, l'Office de la langue française, aujourd'hui appelé Office québécois de la langue française, est alors créé. Le mandat de ce dernier est de « normaliser et de diffuser les termes et expressions qu'il approuve ». Bien que l'Office ne s'intéresse pas uniquement à la traduction juridique, la terminologie du droit québécois occupe une grande place parmi les termes et expressions à diffuser. <sup>37</sup>

<sup>36</sup> BERGERON, Michel. « La traduction juridique au Canada ». *Tradulex*. Actes 2000, p. 2.

<sup>37</sup> OFFICE DE LA LANGUE FRANÇAISE. Grand dictionnaire terminologique. [en ligne]. mise à jour du 15 mars 2006 (dernière mise à jour): <http://www.granddictionnaire.com> (consulté à plusieurs reprises): ci-après Grand dictionnaire terminologique [en ligne].

1981	<p>Étant donné le grand nombre de décisions judiciaires en matière de droit linguistique de la fin des années 1970 et du début des années 1980, le Projet national d'administration de la justice dans les deux langues officielles est adopté (PAJLO).<sup>38</sup> Ce projet servira d'instrument d'uniformisation et d'harmonisation du langage juridique au Canada. On normalisera entre autres le vocabulaire français de la common law en matière de droit des fiducies, de droit des contrats et de droit des délits.<sup>39</sup> Des centres de jurilinguistique verront alors le jour et une nouvelle méthode de rédaction sera mise en place pour la législation canadienne vu le manque d'uniformité des traductions.<sup>40</sup></p>
1994	<p>Avec l'avènement du nouveau <i>Code civil du Québec</i>, des associations de juristes d'expression française de common law et d'expression anglaise de droit civil seront alors créées dans six provinces et à l'échelle nationale. Comme l'affirme Bergeron :</p> <p>Le nouveau Code civil du Québec [...] est le fruit d'une réforme visant à adapter le langage législatif à notre époque pour relever la clarté et l'accessibilité du texte. Par exemple, le terme corporation, un anglicisme incompatible au droit français, a été changé pour l'expression « personne morale », au sens plus large.<sup>41</sup></p>

Les étapes de la progression de la traduction juridique, représentées sommairement dans ce tableau, ont servi, entre autres, à résoudre des problèmes d'équivalence entre les systèmes juridiques, à mettre au point une terminologie parlementaire et judiciaire plus uniforme à l'ensemble du Canada et à appliquer des méthodes de travail, telles que la corédaction, la publication de lexiques

<sup>38</sup> BERGERON, Michel. « La traduction juridique au Canada », *Tradulex*, Actes 2000, p. 4.

<sup>39</sup> *Idem.*

<sup>40</sup> *Idem.*

<sup>41</sup> BERGERON, Michel. « La traduction juridique au Canada », *Colloque international organisé par l'Ecole de traduction et interprétation de l'Université de Genève*, Actes 2000, p. 6.

spécialisés et l'encadrement des activités des bureaux de traduction. Comme nous le verrons plus loin, à l'instar des mouvements qu'a connus la traduction juridique au Canada – amélioration de la qualité de la langue du droit dès 1854 avec Gérin-Lajoie, Dorion et Perreault, harmonisation de la terminologie juridique avec le PAJLO, avènement de la common law en français (CLEF), et du droit civil en anglais (DCA), entrée en vigueur du nouveau Code civil du Québec, etc. – le terme français « corporation » et ses dérivés « corporatif », « incorporer », « s'incorporer », verront leur sens modifié suivant la révision linguistique de lois fédérales initiée par le PAJLO et la modification du vocabulaire civiliste.

Pour comprendre le problème auquel nous nous attarderons dans la section suivante, soit l'analyse du champ sémantique de la corporation, il nous a semblé approprié d'approfondir le concept du bijuridisme canadien et de présenter le domaine qui fait l'objet de la présente étude, soit le droit des sociétés.

## **Droit des sociétés au Canada**

### **Définition**

Le domaine du droit qui nous intéresse dans le présent mémoire, et auquel appartient le terme anglais *corporation*, est le droit des sociétés, également connu sous le nom de droit des affaires, droit des compagnies (au Québec), voire même droit corporatif (un usage fautif). Le droit des sociétés dicte les

règles de constitution des sociétés. Autrement dit, il s'agit de la branche du droit « qui régit la formation, la gestion et la dissolution des sociétés »<sup>42</sup>. La société dont il est question dans le syntagme « droit des sociétés » se définit comme suit:

Au Canada, société constituée en vertu d'une loi et dont le capital social est investi par des actionnaires n'ayant de responsabilité à l'égard des dettes que pour le montant de leur apport, tandis que l'exercice de leurs droits de contrôle sur la société est lié au nombre d'actions votantes qu'ils détiennent.<sup>43</sup>

Ce genre de forme juridique détient le statut de personne morale, c'est-à-dire que la société par actions possède un nom, un domicile, un patrimoine et des droits civils qui lui sont propres. Nous verrons par ailleurs que l'équivalent des termes « société par actions » et de « personne morale », qui sont pourtant deux notions juridiques distinctes (même si elles sont liées), est dans les deux cas rendu par le terme *corporation* en anglais<sup>44</sup>.

Comme nous l'avons précisé précédemment, on retrouve dans le système juridique québécois une dualité du droit privé, soit le bijuridisme en matières privées. Cette dualité est, entre autres, présente dans le partage des compétences législatives fédérale et provinciale en ce qui a trait à la réglementation des sociétés par actions.

<sup>42</sup> Encyclopédie canadienne Historia [en ligne].

<sup>43</sup> Grand dictionnaire terminologique [en ligne].

<sup>44</sup> Le terme « personne morale » peut, quant à lui, être également rendu par *legal person* et *artificial person*.

## Les lois

Des lois ont donc été adoptées pour régir la constitution des sociétés. C'est en réalité à partir de la réforme du droit privé, laquelle a eu lieu durant la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, que les législatures canadiennes vont reconnaître la création de sociétés, ou de compagnies, par l'adoption de lois dans le but d'établir « les principes fondamentaux qui, encore aujourd'hui, caractérisent le droit des sociétés par actions »<sup>45</sup>. Cette réforme a entraîné peu de changements jusqu'au début des années 1970 lorsque le gouvernement ontarien a adopté un nouveau régime de constitution et une nouvelle loi : *La loi des sociétés par actions*. À l'instar de l'initiative ontarienne, le gouvernement fédéral a adopté en 1975 une nouvelle loi intitulée *Loi sur les corporations commerciales canadiennes* qui est devenue en 1985 la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, dont l'intitulé en anglais est *Canada Business Corporations Act*.

À la suite de l'adoption de cette nouvelle loi fédérale, les provinces se sont retrouvées en situation de concurrence réglementaire. Ces dernières, à l'exception de l'Ontario qui avait initié la tendance, ont vu un avantage de faire une refonte complète de leur législation en suivant le modèle fédéral. Toutes, sauf le Québec. En effet, le législateur québécois a préféré apporter des modifications à la *Loi sur les compagnies* adoptée en 1920<sup>46</sup> au lieu de la refaire complètement. C'est pourquoi, contrairement au Parlement fédéral, le

---

<sup>45</sup> CRÊTE, Raymonde et Stéphane ROUSSEAU, *Droit des sociétés par actions. Principes fondamentaux*, Thémis, Montréal, 2002, p. 30.

<sup>46</sup> Loi sur les compagnies, L.R.Q., chapitre C-38, section 4.

législateur québécois fait référence au terme « compagnie » plutôt qu'au terme « société par actions ». Ce choix terminologique a entre autres engendré une partie du problème auquel nous faisons référence dans ce mémoire, le titre anglais de la loi québécoise étant *Companies Act*.

### **Utilisation du terme « corporation »**

L'usage du calque lexical « corporation » en français repose aussi sur l'utilisation qu'en faisait la législation avant que ne soit adoptée la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. Bien que plusieurs auteurs aient pris conscience du problème causé par l'utilisation du terme *corporation* avant que ne soit adoptée la nouvelle loi, son usage a persisté créant ainsi, selon nous, un décalage important entre la norme et l'usage. L'ancien Code civil énonçait entre autres qu'une « corporation légalement constituée forme une personne fictive ». Le problème que pose la traduction du terme *corporation* en anglais ne date donc par d'hier.

### Autres provinces bilingues

Les autres provinces bilingues, soit l'Ontario, le Nouveau-Brunswick et le Manitoba (ainsi que les territoires) sont également confrontés au problème que pose la traduction du terme *corporation* en français. Cependant, étant donné que la langue employée dans ces provinces est majoritairement l'anglais, et qu'aucune dualité juridique n'y existe, ce problème prend selon nous moins d'ampleur et a beaucoup moins de répercussions sur l'usage.

Le terme « corporation » en français au sens de « société par actions » est employé dans les lois manitobaines et néo-brunswickoises. En effet, l'intitulé *Business Corporations Act* est rendu par *Loi sur les corporations* dans ces provinces.

### Ontario

Bien que le législateur ontarien ait pris l'initiative de changer l'intitulé de sa *Loi sur les corporations canadiennes* pour la *Loi sur les sociétés par actions* en 1990, on trouve encore des occurrences du terme « corporation » au sens de société par actions sur le site du ministère du Procureur général de l'Ontario :

La Commission fait gérer et exploiter à contrat le réseau d'eau par une société sans but lucratif, constituée en corporation en vertu de la Loi sur les sociétés par actions, et qui demeure la propriété exclusive de la ville de Peterborough.<sup>47</sup>

---

<sup>47</sup> MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL DE L'ONTARIO Rapport de la commission d'enquête, septembre 2002 [en ligne], mise à jour de mars 2006 : <http://www.attorneygeneral.jus.gov.on.ca/french/about/pubs/walkerton/errata.asp> (consulté à plusieurs reprises).

Pour éviter ce genre d'erreur, le législateur a toutefois pris la peine de créer un outil terminologique intitulé ONTERM afin de guider les traducteurs dans leurs choix terminologiques. On y trouve entre autres un lexique bilingue de termes législatifs ainsi qu'un guide de rédaction publié par le gouvernement de l'Ontario. Ces lexiques présentent une série de syntagmes nominaux composés à partir du terme anglais *corporation* et y donnent les équivalents appropriés. Voici les équivalents de terme anglais *corporation* qui y sont proposés:

**Business corporation** = société par actions

**Corporation** (business corporation) = société par actions; (condominium) association; personne morale<sup>48</sup>

Comme vous pourrez le constater à la lecture des sections suivantes, le législateur ontarien, contrairement au législateur québécois, propose une liste d'équivalents tout à fait appropriée.

### Nouveau-Brunswick

Nos voisins de l'Est, contrairement à l'Ontario, favorisent encore l'emploi du terme « corporation » au sens de société par actions et de personne morale. En effet, la *Business Corporations Act* est toujours intitulée *Loi sur les corporations commerciales* en français, adoptée en 1987. On y trouve entre autres les extraits suivants :

[...] "affairs" means the relationships among a corporation, its affiliates and the shareholders, directors and officers of such bodies corporate but does not include the business carried on by such bodies corporate; [...] "corporation" means a body

<sup>48</sup> MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL DE L'ONTARIO. Lexique bilingue [en ligne]. mise à jour de 2002 : [http://www.onterm.gov.on.ca/lexicon\\_f.html](http://www.onterm.gov.on.ca/lexicon_f.html) (consulté le 2 mars 2006).



corporate incorporated or continued under this Act or to which this Act applies and not discontinued under this Act;

[...] « affaires internes » désigne les relations entre la corporation, ses affiliés et leurs actionnaires, administrateurs et dirigeants; mais ne comprend pas leur activité; [...] « corporation » désigne un corps constitué en corporation en vertu de la présente loi ou un corps constitué prorogé en vertu de la présente loi auquel la présente loi s'applique et dont l'existence n'a pas été discontinuée en vertu de la présente loi;<sup>49</sup>

Il ne s'agit pas d'une corporation mais plutôt d'une société par actions. Il n'y a donc aucune équivalence juridique entre la version anglaise et la version française à cet égard.

### **Manitoba**

Le législateur manitobain a quant à lui préféré intituler la loi régissant la constitution des sociétés *The Corporations Act* et lui donner comme équivalent français le titre *Loi sur les corporations*. On y trouve entre autres les extraits suivants :

[...] "shareholder" includes a member of a corporation without share capital except where inconsistent with the provisions of Part XXII; (« actionnaire »)

[...] "corporation" means a body corporate heretofore or hereafter incorporated by or under an Act of the Legislature; (« corporation »)

[...] « actionnaire » Est assimilé à un actionnaire le membre d'une corporation sans capital-actions sauf en cas d'incompatibilité avec les dispositions de la partie XXII.

[...] « corporation » Personne morale constituée par une loi de la Législature ou en vertu d'une telle loi. ("corporation")<sup>50</sup>

Le même raisonnement vaut ici. En effet, l'homonymie des termes anglais et français explique probablement la présence du calque dans la version française de la loi.

<sup>49</sup> Loi sur les corporations commerciales, L.R.N.-B., chapitre B-9.1

<sup>50</sup> Loi sur les corporations, C.P.L.M. c. C225

## Partie II : La corporation

Le vaste champ sémantique couvert par la notion de *corporation* en anglais pose un problème de traduction considérable puisque le terme « corporation » en français ne recouvre qu'une petite partie de celui du concept anglais. Donc, dans ce chapitre, nous délimiterons le champ sémantique du terme *corporation* en anglais. Nous étudierons ensuite les concepts de norme et d'usage se rapportant au terme « corporation » en français et les problèmes qui leur sont reliés. Finalement, nous dresserons la liste des équivalents du terme *corporation* en français en fonction de cette norme et de cet usage, nous définirons ces équivalents et mettrons chacun d'entre eux en contexte.

Comme l'a déjà mentionné Gémard, le problème auquel nous nous attardons dans la présente étude représente à lui seul « ... la teneur des difficultés qu'affronte l'usager du langage du droit canadien »<sup>51</sup>.

### Le champ sémantique du terme *corporation* en anglais

Le terme « corporation » vient du latin médiéval *corporatio* qui signifie « unir dans un seul corps » ou « former un seul corps »<sup>52</sup>. Cette signification est toujours présente en anglais qu'il s'agisse du générique « personne morale » ou

---

51 GÉMAR, Jean-Claude et Vo, HO-THUY, *Difficultés du langage du droit au Canada*, Brossard/Cowansville (Québec), Linguatex, les Éditions Yvon Blais, 1990, p.71.

52 GÉMAR, Jean-Claude et Vo, HO-THUY, *Difficultés du langage du droit au Canada*, Cowansville (Québec), Les Éditions Yvon Blais, Cowansville, 1990, 205 p. 72.

du spécifique « société par actions ». Pour bien saisir l'ampleur du problème dont il est question dans le présent mémoire, nous allons tout d'abord délimiter le champ sémantique du terme *corporation* en anglais.

L'expression champ sémantique désigne un ensemble homogène de mots (signes). Cette expression englobante est définie [...] par Jacques Roggero dans le Dictionnaire de la linguistique (Paris : P.U.F., 1974), édité par Georges Mounin : « Sém. Ensemble des unités lexicales dénotant un ensemble de concepts inclus dans un concept étiquette, qui définit le champ.<sup>53</sup>

### ***Business Corporation***

Le syntagme nominal *business corporation* est défini en anglais comme suit :

An entity (usually a business) having authority under law to act as a single person distinct from the shareholders who own it and having the rights to issue stock and exist indefinitely.<sup>54</sup>

Cette définition correspond au caractère spécifique du terme *corporation*. Le syntagme *business corporation* est, selon nous, le terme le plus souvent utilisé en anglais pour désigner un « groupement d'actionnaires »; il représente également le syntagme nominal le plus facile à traduire puisqu'il est associé à une notion précise en droit des sociétés, soit celle de « société par actions ».

Ce terme est toutefois souvent employé sous sa forme abrégée *corporation*. En conséquence, il est parfois difficile d'en comprendre la signification lorsqu'il est employé sous cette forme, voire même encore plus difficile d'y proposer une traduction, en raison de la nature tantôt générique, tantôt spécifique, du terme anglais *corporation*.

<sup>53</sup> Tiré du Dictionnaire International des termes littéraires en ligne : <http://www.ditl.info/arttest/art5243.php>

<sup>54</sup> NOLAN, Joseph R., *Black's Law Dictionary*, West Pub. Co., Saint-Paul, 1990, p. 341.

### ***Corporation (legal person)***

Le terme *corporation* au sens large désigne :

An entity that has legal personality; it is capable of enjoying and being subject to legal rights and duties and possesses the capacity of succession.<sup>55</sup>

Cette définition correspond en effet au caractère générique du terme *corporation*. Il est à noter que les syntagmes nominaux *corporate body*, *legal person* et *civil person* servent également à désigner la même notion et sont considérés comme des synonymes du terme *corporation* au sens de personne morale. Cependant, bien que le terme *corporation* et ces syntagmes aient un lien tangible avec le terme *business corporation*, le premier désignant une forme juridique, et le second désignant une société constituée en vertu de cette forme juridique, ils ne peuvent lui servir de synonymes puisque les notions auxquelles ils se rapportent sont très différentes.

### ***Professional corporation***

Le terme *professional corporation* fait également partie intégrante du champ sémantique dont il est ici question. Ce terme a la signification suivante : « A group of people belonging or connected to a profession »<sup>56</sup>. Il arrive parfois que le terme *professional corporation* s'emploie également sous la forme abrégée *corporation*. Ce terme n'est cependant pas lié au sens donné à *business corporation*, même s'ils possèdent tous deux la même forme abrégée, puisque

---

<sup>55</sup> NOLAN, Joseph R. et al., *The Canadian Oxford Dictionary*, Oxford University Press, Oxford, 2000, p. 119.

<sup>56</sup> Idem, p. 815.

la notion à laquelle le terme *professional corporation* renvoie n'a aucunement trait à un groupement d'actionnaires, mais plutôt à un groupement de personnes exerçant le même métier. Nous verrons plus loin qu'il correspond à la notion d'ordre professionnel, ou de corporation, en français.

### *Non-profit corporation (association)*

Le quatrième terme appartenant au champ sémantique de *corporation* est le syntagme nominal *non-profit corporation*, auquel correspond également le terme *association* en anglais. Ces deux termes se définissent comme suit : « an organization not involving or making profit »<sup>57</sup>. L'Office québécois de la langue française estime que ce terme a été remplacé par *association* au Canada :

On évitera les termes association à but non lucratif et association sans but lucratif puisqu'une association est, par définition, sans but lucratif. Au Canada, le terme anglais *association* est employé dans les ouvrages de droit pour désigner cette notion.<sup>58</sup>

Nous avons néanmoins trouvé le terme *non-profit corporation* lors de nos recherches, lesquelles portaient sur l'usage canadien. Ce terme ne peut être qualifié de synonyme du terme *business corporation* étant donné que par définition, la *non-profit corporation* n'est pas dotée de la personnalité juridique et ne prétend pas faire des profits au même titre qu'une société.

---

<sup>57</sup> Idem, p. 694.

<sup>58</sup> Grand dictionnaire terminologique [en ligne].

### *Company*

Le cinquième terme, qui occupe une place importante dans le champ sémantique de la *corporation*, est *company*.

An association formed to conduct business or other activities in the name of the association. Most companies are incorporated and therefore have a legal personality distinct from those of their members<sup>59</sup>.

La traduction de ce terme pose un défi terminologique de taille puisque, outre sa synonymie avec le terme *business corporation*, le terme *company* possède un sens à la fois générique et spécifique qui lui est propre. Le terme *company* peut désigner d'une part, l'entité juridique qu'est la société et d'autre part, un concept beaucoup plus large, soit celui d'entreprise.

### *Limited company*

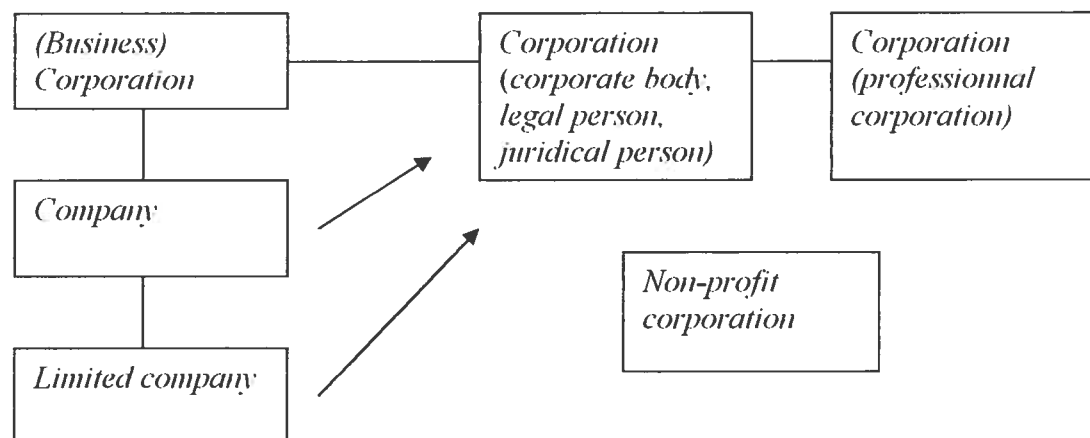
Le syntagme nominal *limited company* fait également partie du vaste champ sémantique du terme anglais *corporation* et se définit comme étant : « A company whose owners are legally responsible only to a limited amount of its debts »<sup>60</sup>.

Le champ sémantique du terme anglais *corporation* se présente donc, selon nous, de la manière suivante:

<sup>59</sup> OXFORD UNIVERSITY., *Oxford Dictionary of law*, cinquième édition, Oxford University Press, Oxford, 2002, p.98.

<sup>60</sup> YOGIS, John A., *Canadian Law Dictionary*, quatrième édition, Barron's, New York, 1998, p. 52

Figure 2: Champ sémantique 1



L'emploi du terme anglais *corporation* dans un texte, peu importe sa nature, est donc de prime abord problématique. C'est son interprétation qui pose en fait le véritable problème. En fonction des recherches effectuées, nous sommes arrivée à la conclusion que le terme anglais *corporation* peut difficilement être associé à un équivalent en français, s'il est sorti de son contexte. C'est le contexte qui, sans aucun doute, permettra au lecteur et, dans ce cas-ci au traducteur, d'en comprendre le sens :

[...] Le traducteur appelé à travailler dans le domaine juridique doit résoudre un problème inhérent à sa spécialité, soit rendre dans la langue d'arrivée spécialisée des termes et des notions propres à la langue de départ spécialisée qui ne reposent pas toujours sur un dénominateur commun aux deux systèmes <sup>61</sup>.

61 GÉMAR, Jean-Claude. «Le traducteur et la documentation juridique », *Meta*, vol. 21, no 1, mars 1980, p. 134.

## **Norme du terme « corporation » en français**

Comme l'a affirmé Anne-Marie Loffler-Laurian :

Une longue tradition linguistique oppose la norme à l'usage. Cette opposition est fondée sur l'opposition parallèle entre langue et discours. Le premier terme désigne un ensemble de virtualités, le second s'appuie sur des formulations effectivement réalisées<sup>62</sup>.

Or, il existe une forte opposition entre la norme et l'usage rattachés au terme « corporation » en français. Nous nous pencherons donc sur les concepts de norme et d'usage et sur les problèmes qui leur sont reliés puisque tel que mentionné dans notre introduction, la pratique langagière des juristes pourrait avoir créé un décalage entre la norme et l'usage en français, puisque les terminologues condamnent l'emploi abusif de « corporation » au sens de « société par actions » alors que les juristes continuent, selon nous, de l'utiliser quotidiennement.

### **La norme**

Le Robert définit le concept de norme afférent au domaine de la linguistique comme « [c]e qui, dans la parole, le discours, correspond à l'usage général ». Nous entendons donc par « norme » l'usage général<sup>63</sup> tel qu'attesté par les sources terminologiques, par opposition à l'usage particulier.

---

<sup>62</sup> LOFFLER-LAURIAN, Anne-Marie, « Norme de communication et traduction de textes techniques », *Meta*, vol. 29, no 2, juin 1984, p. 175.

<sup>63</sup> ROBERT, Paul et al., *Le nouveau Petit Robert*, édition revue et amplifiée, Dictionnaire le Robert, Paris, 1993, p. 1499.



La norme linguistique afférente au sujet qui nous occupe s'est établie au Canada en fonction de principaux jalons historiques présentés dans le tableau de la première partie. Comme nous l'avons précédemment mentionné, l'adoption de la *Loi sur les langues officielles*, ainsi que la naissance de la common law en français et du Code civil en anglais, a posé les bases de la terminologie juridique puisque toutes les lois et tous les règlements des quatre provinces et des territoires ont dû être traduits dans les deux langues officielles. La fondation de l'Office québécois de la langue française a également joué un rôle important dans l'établissement de la norme au Québec et a certainement influencé l'usage du terme « corporation » en français. La norme juridique a été établie de manière plus concise avec le Projet national d'administration de la justice dans les deux langues officielles (PAJLO). Comme nous l'avons précisé, ce projet a servi d'instrument d'uniformisation et d'harmonisation du langage juridique au Canada.

La norme juridique a connu plusieurs changements en raison des nombreuses modifications de lois. Pensons entre autres au changement qu'a apporté Revenu Canada à ses lois en 1998 qui avait directement trait au sujet qui nous occupe.

Pour établir la norme linguistique du terme « corporation » en français, nous avons consulté plusieurs ouvrages et outils terminologiques. Nous avons consulté des sources dites « générales » et des sources dites « spécialisées ». Nous entendons par sources générales les dictionnaires, lexiques, glossaires de langue française qui regroupent des termes appartenant à tous les domaines, et nous entendons par sources spécialisées des dictionnaires, lexiques et glossaires

répertoriant des termes appartenant à un domaine en particulier, soit le droit des sociétés dans le cas qui nous occupe. Il convient de noter que nous nous sommes principalement attardée aux dictionnaires, aux lexiques et aux glossaires généraux et spécialisés avant de nous attarder à la législation car notre objectif était d'abord d'analyser notre objet sous l'angle traductionnel, d'où la consultation de sources terminologiques en premier lieu.

### **La norme générale**

Nous avons tout d'abord tenté d'établir la norme générale du terme « corporation » en français. Pour présenter la norme dite générale, nous avons retenu les définitions contenues dans deux dictionnaires généraux de langue française, soit le *Petit Robert* et le *Multidictionnaire*, ainsi que deux outils de recherche terminologique en ligne, soit le Grand dictionnaire terminologique de l'Office québécois de la langue française et la base terminologique Termium du Bureau de la traduction. Bien que plusieurs autres dictionnaires, lexiques et glossaires définissent également ce terme, nous avons préféré nous attarder à ces sources pour deux raisons : premièrement, le traducteur y a recours au quotidien, et deuxièmement, la plupart des sources générales consultées présentent des définitions similaires et celles que nous avons retenues – le *Petit Robert* et le *Multidictionnaire* – jouissent d'une notoriété attestée.

Le *petit Robert* propose donc l'entrée suivante pour le terme « corporation » : « Ensemble de personnes qui exercent le même métier, la même profession »<sup>64</sup>. Étant donné que la seule définition pertinente est celle-ci, il apparaît clairement que le *Petit Robert* n'attribue pas le sens de « société par actions » au terme « corporation ».

Nous avons ensuite consulté le *Multidictionnaire* de Marie-Eva de Villers. Il s'agit selon nous d'un outil indispensable pour aborder et résoudre le problème qui nous intéresse, car il fait actuellement partie intégrante de la norme en traduction au Québec. Le Multi propose quant à lui les définitions suivantes du terme « corporation » : « Ensemble de personnes qui exercent une même profession, un même métier (une corporation professionnelle) »<sup>65</sup>, et : « Au Canada, désigne une forme de société »<sup>66</sup>. Bien que la deuxième définition soit fautive, l'auteure prend tout de même la peine de préciser « qu'en ce sens, le mot (corporation) est un anglicisme perpétué par les textes législatifs ». L'auteure a également consacré une entrée au terme « compagnie », et lui a attribué le sens de société. De Villers ne semble donc pas porter de jugement sur le caractère archaïque du terme « compagnie ».

---

<sup>64</sup> ROBERT, Paul et al., *Le nouveau Petit Robert*, édition revue et amplifiée, Dictionnaire le Robert, Paris, 1993, p. 535. Nous excluons délibérément le sens historique d'association d'artisans attribué à la corporation dans le Robert, qui ne rejoint pas l'objet de notre propos.

<sup>65</sup> DE VILLERS, Marie-Éva, *Multidictionnaire*, troisième édition, Québec Amérique, Montréal, 1997, p. 350.

<sup>66</sup> *Idem.*

Nous avons également consulté le Grand dictionnaire terminologique en ligne de l'Office québécois de la langue française, lequel fait office de créateur de la norme au Québec selon nous, son mandat étant:

[...] de définir et de conduire la politique québécoise en matière d'officialisation linguistique, de terminologie ainsi que de francisation de l'Administration et des entreprises, d'aider à définir et à élaborer les programmes de francisation prévus par la loi et en suivre l'application [...]<sup>67</sup>

L'Office définit également le terme « corporation » comme « l'ensemble des personnes qui exercent une même profession »<sup>68</sup>. Il apporte cependant la précision suivante :

Éviter l'anglicisme corporation, remplacé dans notre Code civil par personne morale (voir art. 298). En français, corporation désigne l'ensemble des personnes qui pratiquent une même profession, qu'elles soient regroupées ou non dans un syndicat ou un ordre professionnel.<sup>69</sup>

Or, l'OQLF proscrit totalement l'emploi du terme « corporation » au sens de société en français et précise dans les fiches terminologiques dédiées aux termes « société », « compagnie » et « personne morale » que le terme « corporation » pour désigner cette notion en français est à éviter.

Nous avons finalement consulté l'outil de recherche en ligne TERMIUM, base terminologique créée par le Bureau de la traduction. Nous pouvions difficilement mettre cet outil de côté puisqu'il établit, selon nous, la norme gouvernementale. Sa page d'accueil énonce entre autres que Termium est un

---

<sup>67</sup> Grand dictionnaire terminologique [en ligne].

<sup>68</sup> *Idem.*

<sup>69</sup> *Idem.*

outil de « terminologie normalisée en français et en anglais » et prétend servir d'outil de « terminologie de pointe dans presque tous les domaines ».

Bien que TERMIUM définisse également le terme « corporation » en français comme un « groupement de professionnels auquel ont été admis les membres de la profession »<sup>70</sup>, nous avons été étonnée de constater que les terminologues du Bureau de la traduction proposent le terme « corporation » comme l'un des équivalents possibles en français du terme *corporation* en anglais au sens de « société » et de « personne morale ». Il s'agit pourtant d'un outil terminologique essentiel au travail du traducteur, d'autant plus qu'il fait l'objet d'une mise à jour régulière. Nous y avons entre autres trouvé l'entrée suivante :

Pour les textes canadiens à caractère fiscal, le terme «corporation» [était anciennement] utilisé par la législation dans le sens d'une entreprise dont le capital social est composé d'actions. [...] La compagnie constitue une corporation. [...] Tant que le mot «corporation» reste dans la législation, nous sommes tenus de l'employer.<sup>71</sup>

Bien que le Bureau de la traduction admette que le terme « corporation » était utilisé anciennement, il reste que ce dernier demeure un équivalent jugé correct pour traduire la *corporation* anglaise. Selon nous, cet usage s'explique probablement par le fait que la source citée pour justifier l'utilisation de « corporation » dans ce sens date de 1995. La dernière mise à jour de la fiche dédiée au terme *corporation* en anglais date pourtant de 2005.

Malgré le fait que TERMIUM propose le terme « corporation » comme synonyme du terme « société par actions » et « personne morale », nous

<sup>70</sup> BUREAU DE LA TRADUCTION, Termium Plus, [en ligne], mise à jour du 15 mars 2006 (dernière mise à jour): <http://www.termiumplus.gouv.qc.ca> (consulté à plusieurs reprises).

<sup>71</sup> *Idem.*

sommes tout de même arrivée à la conclusion que la norme générale était bien établie et qu'elle se présentait de la manière suivante :

Norme générale	Définition
Petit Robert	« Ensemble de personnes qui exercent le même métier, la même profession » <sup>72</sup> .
Multidictionnaire	« Ensemble de personnes qui exercent une même profession, un même métier (une corporation professionnelle) » et « Au Canada, désigne une forme de société ».
GDT	« En français, corporation désigne l'ensemble des personnes qui pratiquent une même profession, qu'elles soient regroupées ou non dans un syndicat ou un ordre ».
Termium	« Groupement de professionnels auquel ont été admis les membres de la profession ».

### La norme spécialisée

Nous avons par la suite consulté des dictionnaires, lexiques et glossaires spécialisés pour établir la norme spécialisée propre au terme « corporation » en français. Pour présenter la norme dite spécialisée, nous avons retenu les définitions présentées par trois grands dictionnaires de droit, soit le *Dictionnaire de droit privé* conçu par le Centre de recherche en droit privé et comparé du Québec, le *Dictionnaire de droit québécois et canadien* de Hubert Reid, et le *Dictionnaire de la comptabilité et de la gestion financière* de Louis Ménard. Nous avons également retenu la définition présentée dans l'ouvrage de Gémard et Ho-Thuy intitulé *Difficultés du langage du droit au Canada* ainsi que dans le *Bulletin de terminologie comptable* du bureau de l'Ordre des

<sup>72</sup> ROBERT, Paul et al., *Le nouveau Petit Robert*, édition revue et amplifiée, Dictionnaire le Robert, Paris, 1993, 2841 p. 535.

comptables agréés du Québec. Bien que les sources consultées pour établir la norme générale soient fiables, nous considérons que la norme spécialisée, à titre d'instrument reposant sur des recherches, entreprises par des experts, occupe une place centrale dans le domaine de la traduction en général, et dans le cadre de notre étude en particulier.

Le *Dictionnaire de droit privé* conçu par le Centre de recherche en droit privé et comparé du Québec est un outil terminologique essentiel à la traduction spécialisée. Dans le but de présenter les définitions les plus récentes, nous avons consulté l'édition de l'année 2003. Premièrement, nous n'y avons trouvé aucune entrée pour le terme « corporation » en français. Nous avons donc tenu pour acquis que le centre de recherche n'attribuait pas le sens de « société par actions » au terme « corporation » en français. Nous avons également constaté que le dictionnaire ne consacre aucune entrée au terme « compagnie », mais qu'il y fait mention de la définition du terme « société ».

Groupement de personnes [...] qui dans un esprit de collaboration, conviennent d'exercer une activité vouée à la réalisation de bénéfices pécuniaires, à laquelle chacune des personnes contribue par la mise en commun de biens, de connaissances ou d'activités et peut prétendre à une part des bénéfices<sup>73</sup>.

Il importe également de noter que le terme « compagnie » ne fait pas non plus partie des synonymes proposés pour le terme « société », et que le terme anglais *business corporation* n'est en aucun cas désigné comme équivalent du terme « société ».

---

<sup>73</sup> Centre de recherche en droit privé et comparé du Québec, *Dictionnaire de droit privé et lexiques bilingues*, Les éditions Yvon Blais, Cowansville, 2003, p. 310.

Nous avons ensuite consulté l'édition 2004 du *Dictionnaire de droit québécois et canadien* de Hubert Reid, ouvrage important pour la traduction du droit. Nous avons été fort étonnée de constater que Reid propose une entrée au terme « corporation » au sens de « personne morale » : « Entité légalement constituée, dotée d'une personnalité juridique indépendante de celle de ses membres et à qui la loi reconnaît des droits et des obligations »<sup>74</sup>. Le terme anglais *corporation* y est également cité comme équivalent anglais. Cette erreur de Reid est peut-être attribuable à l'étendue du domaine couvert par son ouvrage, soit l'ensemble du droit canadien, ce qui semble être un choix critiquable en regard de cette lacune importante. L'erreur est toutefois étonnante étant donné que plusieurs auteurs dénoncent cette dernière depuis plus de 25 ans. Entre autres, Gérard Dagenais énonçait dans son ouvrage publié en 1984 intitulé *Dictionnaire des difficultés de la langue française au Canada* : « Le nom commun corporation ne désigne correctement rien de réel au Canada, sauf de façon très générale, l'ensemble de personnes qui appartiennent à une même profession »<sup>75</sup>.

Reid a également consacré une entrée au terme « compagnie », auquel il associe le terme « société par actions » comme synonyme et le terme *company* en anglais comme équivalent. Il propose également une définition du terme « société par actions » (contrairement au *Dictionnaire de droit privé et lexiques bilingues*) et lui attribue l'équivalent *business corporation* en anglais.

<sup>74</sup> REID, Hubert, *Dictionnaire de droit québécois et canadien*, troisième édition, Wilson & Lafleur, Montréal, 2004, p.145

<sup>75</sup> DAGENAI, Gérard, *Dictionnaire des difficultés de la langue française au Canada*, Les éditions françaises, Boucherville (Québec), 1984, p. 158.



Nous avons également consulté le *Dictionnaire de la comptabilité et de la gestion financière* de Louis Ménard, lequel « répond en effet à un nombre impressionnant de problèmes »<sup>76</sup> linguistiques. Ménard ne réserve aucune entrée à « corporation », ce qui nous laisse croire qu'il n'y associe pas le sens de « société » ou de « personne morale ». L'auteur réserve cependant une entrée au terme *business corporation*, lui donne comme équivalent le terme « société par actions » en français, et y propose la définition suivante : « Entité juridique, avec capital social, distincte et indépendante de ses actionnaires et ayant pour objet la fabrication de produits, le commerce, ou la prestation de services »<sup>77</sup>. Il apporte également la précision suivante : « Au Canada, l'expression société par actions est utilisée dans la législation fédérale et le terme compagnie dans la législation québécoise »<sup>78</sup>. C'est donc que selon lui, les termes « société par actions » et « compagnie » sont des synonymes en français québécois.

Une fois les dictionnaires de droit consultés, nous nous sommes intéressée aux définitions proposées dans l'ouvrage de Gémar et Ho-Thuy intitulé *Difficultés du langage du droit au Canada* ainsi que dans le *Bulletin de terminologie comptable* du bureau de l'Ordre des comptables agréés du Québec. Voici l'analyse de Gémar et Ho-Thuy sur l'emploi de « corporation » en français :

La tendance contemporaine est claire : à terme, le calque « corporation » est appelé à disparaître de nos textes juridiques puisqu'il existe un équivalent naturel que le législateur a retenu, lui conférant un statut légal. Toutefois, comme il y a un décalage

<sup>76</sup> MÉNARD, Louis et al., *Dictionnaire de la comptabilité et de la gestion financière*, Institut des comptables agréés, Toronto, 1994, p. 250.

<sup>77</sup> *Idem.*

<sup>78</sup> *Idem.*

parfois important entre l'action des pouvoirs publics et son application par la multitude des utilisateurs potentiels, il faut s'attendre à trouver ce terme familier dans nos textes juridiques [...]<sup>79</sup>.

Le bulletin de terminologie comptable abonde dans le même sens en apportant la précision suivante :

Quant au terme CORPORATION que l'on ne devrait employer que pour désigner «l'ensemble des personnes exerçant le même métier ou la même profession [...]», le gouvernement fédéral a donné l'exemple en remplaçant, dans l'intitulé donné en premier lieu à sa loi le terme CORPORATION par le terme SOCIÉTÉ. Cependant, le mot CORPORATION continue d'être incorrectement utilisé, en particulier dans la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada).<sup>80</sup>

Bien que la traduction du terme anglais *corporation* soit particulièrement complexe du fait que ce dernier possède un champ sémantique vaste et qu'il comporte bon nombre d'équivalents en français, nous sommes arrivée à la conclusion que la norme se rapportant à l'utilisation du terme « corporation » en français est bien établie. Les sources consultées, générales et spécialisées, apportent plusieurs précisions sur l'usage fautif de ce terme. Avant de commencer nos recherches, nous pensions trouver une différence entre la norme générale et la norme spécialisée mais la plupart des sources consultées proposent des définitions et des avis linguistiques similaires. Nous avons tout de même été étonnée de constater que certains dictionnaires (c'est le cas de Reid notamment) et moteurs de recherche terminologique définissent encore le terme français « corporation » comme une société ou une personne morale. En dépit de ces lacunes, nous avons tout de même décidé de nous rallier à la

<sup>79</sup> GÉMAR, Jean-Claude et Vo, HO-THUY, *Difficultés du langage du droit au Canada*, Brossard/Cowansville (Québec), Les Éditions Yvon Blais, Cowansville, 1990, p. 73.

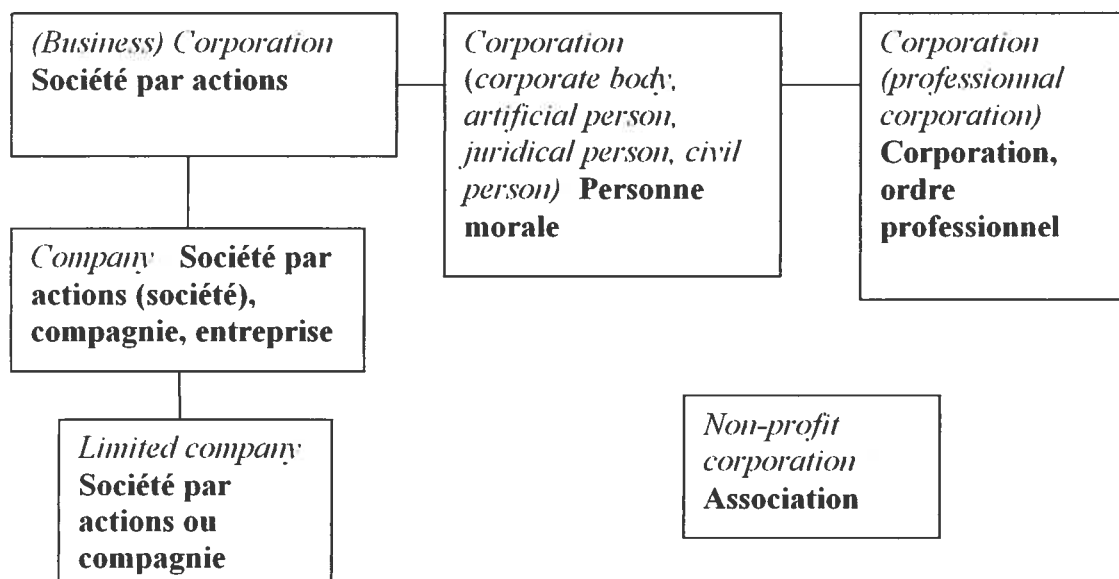
<sup>80</sup> Comité de terminologie française de l'Ordre des comptables agréés du Québec, Société – association – compagnie – corporation, *Bulletin terminologique de l'Ordre*, Vol.2, n.1, juin 1983, p.4.

majorité des sources en affirmant que la norme rattachée au terme « corporation » en français est claire et bien établie.

### Les équivalents du terme *corporation* en français

La traduction du terme *corporation* en français entraîne une hésitation certaine. Non seulement le champ sémantique du terme anglais est vaste, mais les termes faisant partie de ce champ sémantique possèdent plusieurs équivalents en français. Une fois le champ délimité, et à la lumière des recherches effectuées, nous avons conclu que les équivalents des termes mentionnés se présentaient de la manière suivante :

**Figure 3: Équivalents 1**



### **Société par actions (*Business Corporation*)**

Le premier équivalent du terme anglais *corporation* est le terme « société par actions ». Une société par actions est :

Au Canada, une société constituée en vertu d'une loi et dont le capital social est investi par des actionnaires n'ayant de responsabilité à l'égard des dettes que pour le montant de leur apport, tandis que l'exercice de leurs droits de contrôle sur la société est lié au nombre d'actions votantes qu'ils détiennent.<sup>81</sup>

La définition de ce terme correspond donc à la définition donnée précédemment du terme *business corporation*.

Tout comme son équivalent en anglais, le terme « société par actions » peut également être utilisé sous sa forme abrégée, soit « société » tout court. On peut donc en déduire que le terme *corporation* peut être rendu par « société » en français, lorsqu'il correspond à la définition donnée dans le paragraphe précédent. En conséquence, l'association du terme « société par actions » avec le terme anglais *business corporation* est facile à faire puisque ces deux syntagmes nominaux sont liés à la même notion juridique. Par exemple:

[...] This applies whether you retire from a family business corporation or whether you sell a business corporation to retire.<sup>82</sup>

Il est donc évident, selon nous, que le terme *business corporation* pourra dans ce cas-ci être traduit sans aucune hésitation par « société ». Nous en revenons donc à l'exemple susmentionné qui représente bien la nature du problème qui nous occupe :

<sup>81</sup> Grand dictionnaire terminologique [en ligne].

<sup>82</sup> CHARTER ACCOUNTANTS AND ADVISORS. Retire right [en ligne], mise à jour de 2006 : [www.bdo.ca/en/about/media/articles/personal/RetireRight-Owner-ManagersNeedPlan.cfm](http://www.bdo.ca/en/about/media/articles/personal/RetireRight-Owner-ManagersNeedPlan.cfm) (consultée le 1er mars 2006).

A **corporation** is a legal structure authorized by state law that allows a business to organize as a separate legal entity from its owners.<sup>83</sup>

La traduction du terme *corporation* sera problématique puisque ce terme pourrait être traduit d'une part par « société », mais il pourrait d'autre part tout aussi bien convenir de le traduire par « personne morale ».

### **Personne morale (*corporation*)**

Le deuxième équivalent possible du terme *corporation* est le terme « personne morale » qui se définit comme suit :

Entité dotée, dans les conditions prévues par la loi, de la personnalité juridique, et donc capable, à l'instar d'une personne physique, d'être titulaire de droits et d'obligations<sup>84</sup>.

Par définition, la société par actions est dotée de la personnalité juridique à part entière, elle est donc une personne morale<sup>85</sup>. Cependant, qui traite de personne morale dans un texte ne traite pas nécessairement d'une société par actions, d'où la nécessité d'être capable de faire la distinction entre les deux termes en fonction du contexte dans lequel ils sont employés. Par exemple:

A **corporation** is a legal structure authorized by law that allows a business to organize as a separate legal entity from its owners.<sup>86</sup>

Le terme *corporation* utilisé dans cette phrase correspond selon nous au sens véhiculé par « personne morale ». Nous sommes arrivée à cette conclusion en

<sup>83</sup> NOLO [en ligne]. mise à jour de 2005 : [www.nolo.com/definition.cfm/term](http://www.nolo.com/definition.cfm/term) (consulté le 1er mars 2006).

<sup>84</sup> Grand dictionnaire terminologique [en ligne].

<sup>85</sup> Voir la définition du droit des sociétés donnée dans la section intitulée « droit des sociétés » dans la partie I.

<sup>86</sup> NOLO [en ligne]. mise à jour de 2005 : [www.nolo.com/definition.cfm/term](http://www.nolo.com/definition.cfm/term) (consulté le 1er mars 2006).

nous penchant sur la signification des termes en fin de phrase, soit *separate legal entity*. Puisque par définition, une personne morale agit à titre de personne distincte des personnes physiques qui la composent, il serait dans ce cas-ci approprié de traduire *corporation* par « personne morale ». Pour choisir l'équivalent approprié, le traducteur devra nécessairement prendre le contexte en considération. Une autre lecture nous conduirait à traduire *corporation* par « société par actions » en nous appuyant sur le fait qu'il est logique d'apporter la précision faite en fin de phrase selon laquelle la société par actions est distincte de ses membres. En effet, une autre forme juridique d'entreprise comme la *partnership* (en français « société de personnes ») ne peut être distincte de ses propriétaires.

### **Compagnie** (*Business Corporation, Company, Limited Company*)

Le troisième équivalent possible de *corporation* est le terme « compagnie ». L'usage de ce terme est un exemple probant du problème terminologique entraîné par le contact du bilinguisme et du bijuridisme canadien. Le Petit Robert nous apprend que la compagnie désigne, depuis 1636, une « association de personnes que rassemblent des statuts communs ».<sup>87</sup> Il s'agit d'un sens très large qui pourrait recouvrir tout aussi bien celui de l'association religieuse que celui de la société par actions. Son emploi demeure aujourd'hui dans des termes comme compagnie aérienne, compagnie d'assurances ou compagnie de

---

<sup>87</sup> ROBERT, Paul et al., *Le nouveau Petit Robert*, édition revue et amplifiée, Dictionnaire le Robert, Paris, 1993, p. 418.

chemins de fer.<sup>88</sup> Pour désigner l'entité juridique constituée en vertu d'une loi, dotée d'un capital-actions, distincte de ses membres et dont la responsabilité de ces derniers se limite à leurs apports respectifs, la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* préfère « société par actions » à « compagnie », qui n'est pas assez précis. Toutefois, le Québec fait bande à part, à tout le moins sur le plan législatif. En effet, il s'agit de la seule province à régir la constitution des sociétés en vertu d'une loi intitulée *Loi sur les compagnies*<sup>89</sup>. Dans son emploi québécois, le terme « compagnie » est à la fois un générique et un spécifique. Il faut donc savoir faire la distinction entre « compagnie » au sens de société par actions, sa nature spécifique, et « compagnie » au sens d'entreprise, c'est-à-dire au sens plus générique du terme. On peut donc définir ce terme des deux manières suivantes :

- 1) Groupement de personnes qui, dans les conditions prévues par la loi, affectent à une entreprise commune des biens ou leur industrie, en vue de partager le bénéfice qui pourra en résulter<sup>90</sup>.
- 2) Au Canada, société constituée en vertu d'une loi et dont le capital social est investi par des actionnaires n'ayant de responsabilité à l'égard des dettes que pour le montant de leur apport, tandis que l'exercice de leurs droits de contrôle sur la société est lié au nombre d'actions votantes qu'ils détiennent.<sup>91</sup>

Le terme anglais *company* ne sera donc pas toujours rendu par compagnie en français. Encore une fois, tout dépend du contexte dans lequel le terme est employé.

Plusieurs auteurs ont déjà qualifié l'emploi du terme « compagnie » d'archaïque :

<sup>88</sup> ROBERT, Paul et al., *Le nouveau Petit Robert*, édition revue et amplifiée, Dictionnaire le Robert, Paris, 1993, p. 418.

<sup>89</sup> Veuillez vous référer à la section intitulée bijuridisme canadien dans la partie I.

<sup>90</sup> Grand dictionnaire terminologique [en ligne].

<sup>91</sup> *Idem*.

Le terme compagnie est devenu en français contemporain, un parent pauvre en terminologie juridique, son usage ne subsistant que dans la raison sociale des sociétés de personnes et dans les dénominations sociales de quelques vieilles et vénérables entreprises<sup>92</sup>.

Le bulletin terminologique de l'Ordre des comptables agréés publié en 1985 abonde dans le même sens : « Au Québec, le législateur a, jusqu'à présent, repris le terme compagnie, qui est archaïque lorsqu'on l'emploie pour désigner une société de capitaux »<sup>93</sup>.

En plus d'être archaïque, le terme tel que défini par le Robert comporte un sens trop vague, c'est pourquoi l'usage du terme « compagnie » constitue à lui seul une grande partie du problème de traduction dont il est question dans le présent mémoire, et a certainement joué un rôle clé dans le décalage entre la norme et l'usage.

Le Québec doit l'utilisation du terme compagnie à la décision du législateur, comme nous l'avons mentionné précédemment, de procéder à la refonte partielle de la *Loi sur les compagnies*, c'est-à-dire d'en modifier des parties sans en changer le titre, plutôt que d'adopter comme les autres provinces une nouvelle *Loi sur les sociétés par actions*. Donc le traducteur doit non seulement décider si le terme *corporation* en anglais correspond à la définition d'une société par actions ou d'une personne morale, mais il doit en plus savoir s'il doit mettre l'accent sur l'emploi de société ou de compagnie, dans un contexte québécois, selon le sujet traité, des lecteurs auxquels il s'adresse, et de la

<sup>92</sup> SCHWAB, Wallace. «Les entreprises commerciales », *Meta*, vol. 24, n° 1, mars 1979, p. 189

<sup>93</sup> Comité de terminologie française de l'Ordre des comptables agréés du Québec, *Société – association – compagnie – corporation*, Bulletin terminologique de l'Ordre, Vol.2, n.1, juin 1983 p. 3.



législation à laquelle le texte fait référence. L'exemple suivant est un des meilleurs exemples que nous ayons trouvés :

The process of becoming a corporation, called incorporation, gives the company separate legal standing from its owners and protects those owners from being personally liable in the event that the company is sued (a condition known as limited liability)<sup>94</sup>.

Il s'agit d'un excellent exemple puisqu'il regroupe dans la même phrase les termes *corporation* et *company*. Dans ce contexte, comment le traducteur devra-t-il traduire *corporation* et *company* si les deux peuvent avoir comme équivalent le terme « sociétés par actions », que l'un peut avoir comme équivalent « société » et l'autre « compagnie », que l'un peut avoir comme équivalent « personne morale » et l'autre « société par actions », etc.? Pourtant, une distinction a été faite en anglais, ce qui indique implicitement, selon nous, qu'il y a une distinction à faire entre les deux termes en français. Nous pensons donc que le terme *corporation* en début de phrase doit être rendu par « société par actions » et que le terme *company* doit être rendu par entreprise puisque, selon nous, il renvoie au sens générique du terme.

#### **Association** (*non-profit corporation, association*)

Le troisième terme qui peut servir d'équivalent à *corporation* est le terme association. En français, on entend par association un :

Groupement de personnes mettant en commun, sur une base permanente, leurs connaissances et leurs activités afin de défendre ou de promouvoir des intérêts communs, mais dans un but autre que celui de partager des profits<sup>95</sup>.

<sup>94</sup> INVESTOR WORDS. [en ligne]. mise à jour de 2006 : [www.investorwords.com](http://www.investorwords.com) (consulté le 15 mars 2006).

<sup>95</sup> Grand dictionnaire terminologique [en ligne].

Le grand dictionnaire terminologique apporte une précision importante au sujet de ce terme :

Il existe deux types d'associations : l'association non personnalisée, qui n'est pas dotée de la personnalité morale et dont le contrat d'association est régi par le Code civil du Québec, et l'association personnalisée, **qui est dotée de la personnalité morale et qui est généralement régie par la troisième partie de la Loi sur les compagnies du Québec.**<sup>96</sup>

Soulignons ici l'importance du passage souligné en gras. Si une association personnalisée est dotée de la personnalité morale, le traducteur devra non seulement déterminer si le terme *corporation* en anglais doit être rendu par « société par actions » ou « association », mais il devra en plus être capable de faire la distinction entre une association non personnalisée et une association personnalisée.

### **Corporation** (*professional corporation*)

Le seul cas dans lequel le terme « corporation » pourra être utilisé de manière littérale est s'il correspond à la définition suivante : « Ensemble de personnes exerçant le même métier »<sup>97</sup>. Une corporation en français correspond en réalité à la notion d'ordre professionnel ou de syndicat. On pourrait donc parler de la *Corporation des traducteurs, terminologues et interprètes* d'une province par exemple. Le véritable sens du terme corporation en français ne date pas d'hier. Déjà au Moyen-Âge en France, on parlait de « corporation » au sens de

<sup>96</sup> *Idem.*

<sup>97</sup> ROBERT, Paul et al., *Le nouveau Petit Robert*, édition revue et amplifiée, Dictionnaire le Robert, Paris, 1993, p. 535

regroupement professionnel d'artisans. On ne pourra donc en aucun cas utiliser le terme « corporation » en français au sens de société par actions.

Donc, en fonction du champ sémantique établi pour le terme anglais *corporation* et la liste des équivalents français présentés, notre recherche se résume comme suit <sup>98</sup>:

**Figure 4: Résumé 1**

Terme anglais	Terme français	Terme à éviter en français
<i>Business Corporation corporation</i>	Société par actions (société) ou compagnie	Corporation
<i>Corporation</i>	Personne morale	Corporation
<i>Company</i>	Sociétés par actions, (société) compagnie ou entreprise	Corporation
<i>Limited company</i>	Société par actions (société) ou compagnie	Corporation
<i>Professional corporation</i>	Corporation, ordre professionnel	
<i>Non-profit corporation, association</i>	Association	Corporation sans but lucratif

<sup>98</sup> Nous nous sommes inspirée du tableau présenté dans l'article de Judith Lavoie intitulé « Business Corporation, Partnership, Company... Comment les traduire? », *Circuit*, été 2004.

### Les dérivés du terme *corporation* en anglais et en français

La traduction du terme *corporation* pose un autre problème, soit la traduction de ses dérivés. On compte parmi ceux-ci les termes *to incorporate*, *incorporation* et *corporate* lesquels ont été rendus en français par « incorporer », « s'incorporer », « incorporation » et « corporatif ». En effet, il suffit de faire une recherche dans Google pour obtenir des milliers de résultats proposant les termes ci-dessus. La plupart des dictionnaires de langue générale voire des dictionnaires spécialisés, consacrent une entrée à ces derniers.

#### *To incorporate*

On entend par *to incorporate* en anglais « to organize and be granted status as a corporation »<sup>99</sup>. Or, en français, le verbe « incorporer » signifie : « Unir intimement [une matière à une autre] »<sup>100</sup> ou « Faire entrer comme partie dans un tout »<sup>101</sup>. Pour le premier sens, le Robert donne comme exemple : « Incorporer des œufs à une sauce » et pour le second : « Il faudrait incorporer cette note au texte » ou encore « Incorporer dans une société »<sup>102</sup>. Il n'y a donc aucun lien entre le sens français du verbe et son sens anglais, c'est pourquoi il convient de traduire *to incorporate* dans le domaine du droit des sociétés par l'expression « constituer en vertu de ». Comme l'affirme Gémard :

<sup>99</sup> YOGIS, John A., *Canadian Law Dictionary*, quatrième édition, Barron's, New York, 1998, 335 p. 12.

<sup>100</sup> ROBERT, Paul et al., *Le nouveau Petit Robert*, édition revue et amplifiée, Dictionnaire le Robert, Paris, 1993, p. 1293.

<sup>101</sup> *Idem.*

<sup>102</sup> *Idem.*

L'usage du verbe « incorporer » dans l'expression « incorporer une compagnie » est profondément ancré dans les réflexes linguistiques des Canadiens. (...) Le verbe anglais *to incorporate* a un autre sens dans le vocabulaire juridique, soit celui de « constituer en société dotée d'une personnalité morale ayant une responsabilité civile »<sup>103</sup>.

### *Incorporation*

Le terme anglais *incorporation* équivaut donc au substantif du verbe anglais *incorporate*. Ce terme ne pourra être rendu par « incorporation » en français mais plutôt par « constitution », c'est-à-dire « l'action d'établir légalement »<sup>104</sup> en vertu d'une loi.

### *Corporate*

Le terme anglais *corporate*, dont la définition est « of, or relating to a business corporation » a été rendu par « corporatif » en français dans la plupart des dictionnaires spécialisés consultés. La plupart des dictionnaires généraux y consacrent également une entrée (entre autres le Petit Robert et le Multidictionnaire). Or, l'usage du terme corporatif en français est selon nous beaucoup plus problématique que l'usage de « corporation » au sens de société. Il existe un nombre infini de syntagmes nominaux composés à partir du terme « corporatif ». Nous avons entre autres recensé les syntagmes suivants :

Centre corporatif  
Délai corporatif  
Droit corporatif  
Ego corporatif

<sup>103</sup> GÉMAR, Jean-Claude et Vo, HO-THUY, *Difficultés du langage du droit au Canada*, Brossard/Cowansville (Québec), Les Éditions Yvon Blais, Cowansville, 1990, p. 130.

<sup>104</sup> ROBERT, Paul et al., *Le nouveau Petit Robert*, édition revue et amplifiée, Dictionnaire le Robert, Paris, 1993, p. 507.

Événement corporatif  
 Formulaire corporatif  
 Levée du voile corporatif  
 Livre corporatif  
 Services corporatifs

Ce terme est toutefois fréquemment utilisé. En effet, il désigne tout ce qui est relatif à une « corporation » au sens de société, alors que la norme énonce clairement que l'emploi de ce terme au sens de société est à proscrire. Jean Delisle a même consacré plusieurs pages au terme *corporate* dans son ouvrage intitulé *La Traduction raisonnée*. Il y affirme entre autres que « le déterminant *corporate* est venu combler un vide adjectival dans la langue anglaise qui ne disposait pas encore de mot simple et unique pour désigner ce qui concerne une société [...] »<sup>105</sup>.

De plus, le terme *corporate* peut à la fois être un générique et un spécifique. Il peut être rendu d'une part par « de société » (par exemple, au lieu d'employer le terme « droit corporatif », il convient d'utiliser le terme « droit des sociétés »), et d'autre part, par le concept plus général « d'affaires » (par exemple, au lieu de recourir au terme « service corporatif », il est préférable d'utiliser le terme « service d'affaires »). Or, il n'est pas rare de voir des syntagmes nominaux composés à partir du terme « corporatif ».

---

<sup>105</sup> DELISLE, Jean, *La traduction raisonnée, Manuel d'initiation à la traduction professionnelle de l'anglais vers le français*, Les Presses de l'Université d'Ottawa, Ottawa, 1993, p.182.

### **L'usage du terme « corporation » en français**

La norme est peut-être bien établie, mais il en va tout autrement de l'usage. On entend ici par usage : « le fait d'employer les éléments du langage, de les réaliser dans le discours; la manière dont ils sont employés »<sup>106</sup>. Nous avons trouvé plusieurs exemples d'emploi fautif du terme « corporation » en français et de ses dérivés « corporatif », « incorporer » et « incorporation ». Il est préférable, dans le cas qui nous occupe, de traiter « des usages » plutôt que de l'usage étant donné qu'il existe, selon nous, différents usages en ce qui a trait au terme « corporation » en français. Nous parlerons donc de l'usage « familial », c'est-à-dire l'usage tiré de sources non spécialisées, de l'usage spécialisé, c'est-à-dire de l'usage tiré de sources spécialisées (nous avons essayé de nous attarder à tous les documents relatifs à la terminologie juridique) et de l'usage législatif, c'est-à-dire l'usage tiré de documents gouvernementaux tels que des lois ou des documents afférents à la loi.

Voici donc les exemples que nous avons recensés. Selon nous, ces exemples sont les plus représentatifs du problème d'usage relié au terme français « corporation » et à ses dérivés.<sup>107</sup>

<sup>106</sup> ROBERT, Paul et al., *Le nouveau Petit Robert*, édition revue et amplifiée, Dictionnaire le Robert, Paris, 1993, p. 2625.

<sup>107</sup> Nous avons choisi ces exemples en fonction d'une série de critères parmi lesquels figuraient la notoriété de l'auteur, l'année de publication et le contexte dans lequel le terme français « corporation » est utilisé. Nous avons adopté une méthode semblable à notre méthode de sélection des sources pour définir la norme.

### *L'usage « familial »*

Nous avons tout d'abord cherché des exemples généraux. Il suffit dans la réalité des faits de faire une simple recherche sur Internet pour trouver un nombre infini de sources utilisant « corporation » en français au mauvais sens du terme. Nous n'en avons recensé que quelques-uns pour pouvoir davantage nous attarder à l'usage spécialisé afin de tenter de répondre à notre problématique. On entend donc par familial: « qu'on emploie naturellement en tous milieux dans la conversation courante »<sup>108</sup>.

Le premier exemple d'ordre général qui nous semble le plus probant est celui de l'ouvrage de Joel Bakan intitulé *The Corporation*. Ce dernier se résume comme suit :

THE CORPORATION explores the nature and spectacular rise of the dominant institution of our time. Footage from pop culture, advertising, TV news, and corporate propaganda, illuminates the corporation's grip on our lives. Taking its legal status as a "person" to its logical conclusion, the [book] puts the corporation on the psychiatrist's couch to ask "What kind of person is it?"<sup>109</sup>

Bien que l'auteur soit professeur de droit, le livre s'adresse essentiellement au grand public. Cet ouvrage peut donc figurer parmi les exemples généraux. Les Éditions Transcontinental de Montréal qui ont publié la traduction française visent également un large public. Or, le titre de cet ouvrage a été traduit en français par « La corporation ». Bien que ce choix puisse être qualifié de

<sup>108</sup> ROBERT, Paul et al., Le nouveau Petit Robert, édition revue et amplifiée, Dictionnaire le Robert, Paris, 1993, p. 1032.

<sup>109</sup> Site officiel du livre et du documentaire : [www.thecorporation.com](http://www.thecorporation.com).



douteux étant donné la dénonciation de l'usage du terme « corporation » au sens de « société par actions » ou de « personne morale » en français, comment aurait-on pu traduire le titre tout en restant accrocheur ? Il est clair que le terme « société par actions » comme choix de traduction n'aurait pas eu le même impact. Le terme « société » tout court aurait quant à lui probablement prêté à confusion (s'agit-il de la société québécoise, d'une société secrète, etc.). Il est donc difficile de critiquer l'usage fautif perpétué par ce choix de traduction puisque le traducteur a été confronté à un contexte particulier.

Le deuxième exemple sur lequel nous nous sommes attardée est très significatif. Il existe à Montréal une entreprise portant le nom de « Centre de recherche et d'analyse sur les corporations », le CRAC. Le site Internet du CRAC comporte plusieurs rubriques telles que l'incorporation en ligne, les services corporatifs et les délais corporatifs. Le CRAC offre même des conférences sur le droit corporatif. On y trouve entre autres l'énoncé suivant :

Ce site est spécialement conçu pour aider les juristes, les comptables et les gens d'affaires à : incorporer des compagnies ou sociétés par actions; obtenir de l'information sur les entreprises; rechercher et réserver une dénomination sociale ou un nom d'entreprise; se procurer des accessoires corporatifs tels que livres de procès-verbaux, sceaux, assemblées annuelles, certificats d'actions et autres; protéger vos marques de commerce.<sup>110</sup>

Ce site présente à lui seul tous les exemples d'usage fautif du terme corporation et des ses dérivés. Comment se fait-il que de tels cas se présentent lorsque les terminologues sont quasi unanimes à propos de l'usage de corporation en

---

<sup>110</sup> CENTRE DE RECHERCHE ET D'ANALYSE SUR LES CORPORATIONS [en ligne]. mise à jour de 2006 : [www.crac.com](http://www.crac.com) (consulté à plusieurs reprises); ci après Centre de recherche et d'analyse sur les corporations.

français? Il est pourtant évident que ce centre de recherche n'a rien à voir avec « un groupe de personnes exerçant le même métier » puisque dans l'exemple ci-dessus, on compte les termes sociétés par actions, dénomination sociale et certificat d'actions. Il nous semble par ailleurs important de préciser que cette entreprise est née à Montréal en 1979 et que le site est mis à jour régulièrement.

L'usage familial semble s'éloigner complètement de la norme puisqu'il intègre très peu les recommandations des terminologues sur l'emploi du terme « corporation » en français. Nous en sommes donc venue à une conclusion provisoire selon laquelle le terme « corporation » semble être passé dans l'usage familial, c'est-à-dire dans le langage de tous les jours. Nous reviendrons sur les raisons de ce décalage en troisième partie.

### *L'usage spécialisé ou l'usage juridique*

Pour tenter de répondre à notre problématique, nous avons ensuite cherché des exemples spécialisés, c'est-à-dire l'usage tiré de sources employant une terminologie propre au domaine juridique. On entend ici par juridique : « qui a rapport au droit »<sup>111</sup>.

---

<sup>111</sup> ROBERT, Paul et al., Le nouveau Petit Robert, édition revue et amplifiée, Dictionnaire le Robert, Paris, 1993, p. 1437.

Dans des textes et des sites Web d'avocats, de juristes, de notaires, de conseillers juridiques et d'autres spécialistes du droit consultés, nous avons trouvé les exemples suivants<sup>112</sup> :

1. Dans la description des services offerts par Maître Garant Cusan, notaires et conseillers juridique, faite sur son site Web, nous avons constaté que ce dernier offrait entre autres des « services corporatifs au PME »<sup>113</sup> et qu'il possédait une expertise considérable dans le domaine du « greffe corporatif »<sup>114</sup>. Il précise également vouloir « répondre aux besoins juridiques notariaux des individus, corporations et entreprises faisant appel à ses services »<sup>115</sup>.
2. Nous avons également trouvé sur le site Internet du cabinet Lamarre & Associés, notaires et conseillers juridiques, que des « services de consultation corporatifs »<sup>116</sup> étaient offerts.

Nous avons aussi recensé plusieurs exemples d'emploi fautif sur le site Web du « Réseau juridique du Québec ». Ce site est considéré comme « le portail du droit au Québec pour le grand public, le monde des affaires et les juristes »<sup>117</sup> et se définit comme présentant des « textes juridiques vulgarisés sur divers sujets, rédigés par des avocats de haut calibre, juges ou autre professionnels du

---

<sup>112</sup> Nous avons trouvé plusieurs exemples tels que ceux mentionnés. Nous avons préféré n'en présenter que quelques-uns pour illustrer notre propos plutôt que de faire une liste répétitive des exemples trouvés.

<sup>113</sup> NOTAIRES ET CONSEILLERS JURIDIQUES [en ligne]. mise à jour de 2006 : <http://www.avocat.qc.ca/notaires/garantcusan-notaires.htm> (consulté à plusieurs reprises).

<sup>114</sup> *Idem.*

<sup>115</sup> *Idem.*

<sup>116</sup> *Idem.*

<sup>117</sup> *Idem.*

droit »<sup>118</sup>. Pourtant, on y trouve une rubrique intitulée « Corporatif » qui dresse la liste des formulaires « d'incorporation fédérale »<sup>119</sup> de compagnie. On peut également y consulter un document intitulé « Incorporer une entreprise aux États-Unis » dans lequel on trouve des énoncés tels que « La corporation générale (ou "C Corporation") est le type de compagnie le plus répandu, notamment pour les entreprises de taille moyenne à grande »<sup>120</sup> et « La corporation dite "fermée" est identique à une corporation C »<sup>121</sup>. On trouve également les termes « droit corporatif » dans l'onglet présentant les spécialités de différents cabinets d'avocats et le terme « incorporation de compagnies » et « réorganisations corporatives » dans les fiches descriptives de ces cabinets.

Toujours sur le réseau juridique du Québec, nous avons trouvé un texte intitulé « La nécessité de tenir à jour son livre de minutes corporatif »<sup>122</sup>. Il s'agit d'un des meilleurs exemples que nous avons trouvés étant donné que ce texte a été rédigé par une avocate. On peut y lire la phrase suivante : « La mise à jour d'une corporation tant fédérale que provinciale implique deux types d'obligations (...) ». Dans le même texte, l'auteure utilise également le terme de société par actions, pour ensuite revenir à l'utilisation du terme français

---

<sup>118</sup> NOTAIRES ET CONSEILLERS JURIDIQUES [en ligne]. mise à jour de 2006 : <http://www.avocat.qc.ca/notaires/garanticusan-notaires.htm> (consulté à plusieurs reprises).

<sup>119</sup> *Idem*

<sup>120</sup> *Idem*.

<sup>121</sup> *Idem*.

<sup>122</sup> BOUDREAULT, Jocelyne, avocate, « « La nécessité de tenir à jour son livre de minutes corporatif », RESO Gestion Corporative, Montréal, 23 Juillet 2002, p. 1, sur le RÉSEAU JURIDIQUE DU QUÉBEC, [en ligne], mise à jour de 2006 : [www.avocat.qc.ca](http://www.avocat.qc.ca) (consulté à plusieurs reprises); ci-après Réseau juridique du Québec.

« corporation », donnant ainsi l'impression que ces termes sont interchangeables :

Toute corporation tant provinciale que fédérale, ou faisant affaires au Québec se doit de produire et ce, entre le 15 septembre et le 15 décembre de chaque année une déclaration annuelle auprès de l'Inspecteur général. [...] Par ailleurs, toutes les sociétés par actions régies par la loi fédérale doivent, en plus de la déclaration annuelle, soumettre au directeur un rapport annuel accompagné des droits prescrits de 40 \$ (20 \$ si déposé par Internet) dans les six mois suivant la fin de leur année d'imposition.

Le même texte comporte également la citation suivante : « Tant la loi provinciale que fédérale oblige les corporations à tenir une assemblée annuelle des actionnaires afin de présenter aux actionnaires les états financiers de la corporation »<sup>123</sup>. Il est évident que le terme « corporation » y est incorrectement employé étant donné que le terme « actionnaire » s'y rapporte.

Nous avons également trouvé plusieurs autres textes rédigés par des avocats ou des juristes qui comportent des exemples d'emploi fautif. On compte entre autres parmi ceux-ci un texte intitulé « Assurance-emploi: les emplois assurables », dans lequel apparaissent les exemples suivants : « Par ailleurs, ne constitue pas une possibilité de générer un profit ou subir une perte le simple fait de détenir des actions de la corporation payeuse »<sup>124</sup> (...) et « Lorsque l'employeur est une corporation, le lien s'établit en relation avec les actionnaires qui contrôlent plus de 50% des actions de la corporation »<sup>125</sup>.

<sup>123</sup> *Idem.*

<sup>124</sup> MATHIEU, Michel, avocat. « Assurance-emploi: les emplois assurables », RÉSO Gestion Corporative, Montréal. 23 Juillet 2002, p. 1 (sur le Réseau juridique du Québec [en ligne].

<sup>125</sup> *Idem.*

Sur le site Internet de l'Association des courtiers et Agents immobiliers, nous avons trouvé les exemples suivants (vous trouverez l'intégralité du texte en annexe 1): « Il arrive très souvent qu'un particulier se questionne sur la nécessité d'exploiter son entreprise par le biais d'une corporation »<sup>126</sup> et « Une corporation est une personne morale alors qu'un individu est une personne physique »<sup>127</sup>. En fonction de la norme que nous avons présentée précédemment, il est, selon nous, évident que le terme n'est pas employé correctement. Le texte en question a été rédigé par une avocate. Il nous semble toutefois important de souligner que le texte a été rédigé en décembre 1994, soit avant la modification terminologique apportée aux lois sur le revenu.

Dans un texte rédigé pour une entreprise québécoise nommée Orientation Finance, nous avons trouvé l'exemple suivant (vous trouverez l'intégralité du texte en annexe 2) :

votre corporation est détentrice et bénéficiaire d'une police d'assurance vie universelle sur votre vie, laquelle comprend une valeur de rachat substantielle;  
votre corporation est une corporation active, par opposition à une corporation de gestion;  
votre corporation a besoin de sa profitabilité pour ses opérations;  
vous êtes activement impliqué dans votre corporation;  
vous êtes seul actionnaire de votre corporation.<sup>128</sup>

Il est ici question de l'extrait d'un texte dont nous ignorons la date de publication. Nous ne savons pas non plus si l'auteur est un spécialiste du domaine ou non. Cependant, il est clair qu'au sens de la norme précédemment

---

<sup>126</sup> Association des courtiers et des agents immobiliers du Québec: <http://www.acaiq.com/cgi-bin/WebObjects/AAVisuel.woa/wa/allen?langue=1&article=2112>.

<sup>127</sup> *Idem.*

<sup>128</sup> Orientation Finance

présentée, l'emploi du terme « corporation » est erroné. Il aurait été beaucoup plus approprié, dans ce cas-ci, d'employer « société » ou « entreprise », voire même « compagnie » si l'entreprise en question offre des services de constitution d'entreprise en vertu des lois québécoises.

Bien que nous ayons trouvé bon nombre d'exemples fautifs, nous nous devons également de mentionner que nous avons trouvé plusieurs exemples d'usage correct également, ce qui nous laisse croire que les juristes ne sont pas les uniques responsables du décalage dont il est question dans le présent mémoire. Nous y reviendrons en troisième partie. Nous pensons, quoiqu'il soit bien difficile de le prouver, que les spécialistes du domaine du droit, ont tendance à employer le terme corporation beaucoup plus à l'oral qu'à l'écrit pour des raisons essentiellement pratiques. Étant donné que nous n'avons pas de moyen de le prouver, nous tenons à préciser qu'il s'agit ici uniquement d'une hypothèse ou supposition

### ***L'usage législatif***

Quelques textes portant sur les lois ou certains textes gouvernementaux font mention du terme « corporation » au sens de « personne morale » ou de « société par actions ». Nous en avons recensé quelques exemples.

Sur le site d'Entreprises Canada, nous avons trouvé ce qui suit :

Dans une corporation, les actionnaires élisent des administrateurs qui, à leur tour, élisent des dirigeants, lesquels sont responsables de veiller à la gestion de l'entreprise.

Dans le cas d'une petite corporation, il peut n'y avoir qu'un actionnaire et un directeur. Une corporation constituée d'une seule personne est donc chose possible.<sup>129</sup>

Il est encore une fois évident que le terme « corporation » est utilisé dans le mauvais sens du terme. Il est clairement question dans l'exemple cité d'une société par actions puisqu'il est question d'actionnaires.

Dans le *Règlement sur l'augmentation du capital des petites et moyennes entreprises* (un règlement québécois), on trouve l'occurrence suivante : « le nom, l'adresse et le numéro d'assurance sociale, le cas échéant, de chaque actionnaire de la corporation; »<sup>130</sup> Il est important ici de souligner que la mise à jour de ce règlement date de septembre 2006. Malgré tout, le sens de corporation n'est ici clairement pas celui de regroupement de personnes exerçant un même métier étant donné qu'il est question d'actionnaire.

Dans le *Règlement sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise*, le terme « corporation » est employé de la manière suivante :

Pour l'application de la Loi, une corporation à capital de risque est une corporation, autre que la compagnie constituée par la Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) (L.R.Q., c. F-3.2.1) ou qu'une corporation dont des actions de son capital-actions ont déjà donné droit à une déduction en vertu de la Loi sur les impôts (L.R.Q., c. I-3) à l'égard du Régime d'épargne-actions.<sup>131</sup>

<sup>129</sup> Entreprises Canada :

[http://www.rcsec.org/servlet/ContentServlet?cid=1111405368020&pagename=CBSC\\_FE%2Fdisplay&lang=fr&c=GuideInfoGuide](http://www.rcsec.org/servlet/ContentServlet?cid=1111405368020&pagename=CBSC_FE%2Fdisplay&lang=fr&c=GuideInfoGuide), consulté le 20 septembre 2006.

<sup>130</sup> Règlement sur l'augmentation du capital des petites et moyennes entreprises. (L.R.Q., c. A-33.01)

<sup>131</sup> Règlement sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise. (L.R.Q., c. S-29.1, a. 16)



Bien que le terme « société » soit employé dans le titre du règlement, le terme « corporation » est également utilisé dans le corps du texte au sens de société par actions. (La mise à jour de ce règlement date également de septembre 2006).

Donc, à la lumière des recherches que nous avons effectuées, nous pouvons conclure et affirmer que ce ne sont pas tous les usages du terme « corporation » qui suivent la norme. En effet, il existe un décalage entre la norme proposée par les ouvrages terminologiques normatifs et certains usages.

### **Partie III – Les raisons, les solutions et les conclusions**

L'objectif de cette troisième partie est de revenir sur les raisons qui expliquent l'existence du décalage entre la norme et l'usage relatifs au terme « corporation » en français. Nous tenterons également d'apporter des solutions et des pistes de recherche au problème qui nous occupe pour que les termes correspondent aux notions appropriées et que la traduction de ces termes soit plus transparente.

#### **Comment expliquer l'existence d'un tel décalage entre la norme et les usages?**

Plusieurs raisons viennent, selon nous, justifier l'existence du décalage entre la norme et les différents usages rattachés au terme « corporation » en français. Comme nous l'avons présenté dans la partie précédente, il existe différents usages en ce qui concerne le terme « corporation ». Nous avons décelé un usage dit « familial », un usage spécialisé et un usage législatif. L'ampleur du décalage entre la norme et chaque usage est, en fonction des recherches que nous avons effectuées, bien différent.

#### ***La norme et l'usage familial***

Comme nous l'avons précédemment mentionné, il suffit de faire une recherche sur Internet pour trouver de multiples occurrences du terme « corporation » en français utilisé au sens de « personne morale » ou de « société par actions ». Il

existe définitivement un décalage entre la norme et l'usage familial. Nous pensons en fait que c'est le décalage entre la norme et l'usage spécialisé qui a influencé l'important décalage entre la norme et l'usage familial. Nous avons établi une corrélation entre l'usage législatif, l'usage spécialisé et l'usage familial. Nous pensons que ces usages s'influencent les uns les autres : l'usage législatif influence l'usage spécialisé qui lui-même influence l'usage familial. Bien qu'il nous soit difficile de prouver concrètement cette influence, nous pensons que le décalage le plus marqué se situe définitivement entre la norme et l'usage familial. Les personnes qui ont peu de connaissances juridiques sont probablement portées à utiliser le terme « corporation » en français parce que ce dernier est encore présent dans bon nombre de textes. Ce n'est cependant pas l'usage familial qui est le principal responsable de l'existence du décalage dont il est ici question.

### *La norme et l'usage spécialisé*

En fonction des exemples que nous avons mentionnés dans la partie 2, nous pouvons conclure que le juriste ou le spécialiste du droit est en partie responsable du décalage qui persiste entre la norme et l'usage, sans toutefois pouvoir être totalement blâmé pour l'existence de ce dernier. Le juriste a certainement joué un rôle important dans la création de ce décalage, au même titre que le législateur et de la coexistence de la common law et du droit civil.

Comme l'a affirmé Lavoie :

En plus de ne pas nécessairement posséder ce que Sparer appelle des « aptitudes à la communication », de nombreux juristes perpétuent, de façon consciente ou non, des

anglicismes qui ont depuis longtemps été mis au jour par des traducteurs, des linguistes et des lexicographes.<sup>132</sup>

En effet, comme nous le verrons plus tard, la notion d'équivalence est différente pour le juriste et pour le traducteur.

Il existe plusieurs raisons pour lesquelles le juriste emploie le terme « corporation » au sens de « société ». Nous pensons d'une part que le juriste a perpétué l'emploi fautif du terme « corporation » en français pour des raisons de pragmatisme. Il est en effet beaucoup plus facile d'exprimer une notion en un seul mot que par un syntagme nominal ou une phrase. C'est pourquoi le juriste aura souvent tendance à éviter d'utiliser le terme « société par actions » ou l'expression « constituer en vertu d'une loi » qui sont des expressions considérablement plus longues que le simple terme « corporation » ou son dérivé « incorporer ». Nous sommes convaincue que cet aspect a eu une influence sur le décalage entre la norme et cet usage, aussi minime soit-elle. Étant donné que le juriste préfère selon nous l'exactitude juridique à l'exactitude linguistique, il perpétue parfois un emploi fautif probablement pour des raisons de concision et de compréhension. Par exemple, bien que Paul Martel et Maurice Martel, les deux auteurs d'un ouvrage de doctrine important intitulé *La compagnie au Québec* « admettent que le terme français 'corporation' a été délaissé et remplacé par celui de personne morale, jugé plus français, ils continuent d'employer les dérivés de corporation dans un sens

---

<sup>132</sup> LAVOIE, Judith. « Faut-il être juriste ou traducteur pour traduire le droit? », *Meta*, vol. 48, no 3, septembre 2003, p.3.

erroné » <sup>133</sup> parce que selon nous, le terme est trop ancré dans l'usage « familial » pour pallier complètement son emploi fautif. Donc, comme l'a résumé Lavoie :

[...] Malgré le fait que le nom de la loi fédérale ait été changé et que presque tous les dictionnaires de droit s'entendent pour dire que le terme *corporation* au sens de *société par actions* ou de *personne morale* est à éviter [...], plusieurs juristes continuent de l'employer<sup>134</sup>.

Nous pensons d'autre part que le juriste a perpétué cet usage parce que, comme nous l'avons mentionné plus haut, la législation a longtemps employé le terme « corporation » au sens de « société » et de « personne morale ». Bien que la norme lexicographique proscrive cet emploi fautif depuis plusieurs années, le juriste n'étant pas linguiste a probablement préféré se rallier à la norme établie par la législation. Nous avons également de bonnes raisons de croire que l'utilisation des dérivés « corporatif », « incorporer », etc. est particulièrement perpétuée à l'oral, bien que cette affirmation soit difficile à prouver ici. Il aurait été intéressant de faire une enquête sous forme d'entrevues réalisées auprès d'avocats pour connaître l'usage à l'oral, mais notre problématique visait d'abord l'écrit et les difficultés liées à ce type d'enquête auraient été difficiles à surmonter. En effet, en situation contrôlée, les locuteurs peuvent avoir tendance à relever leur niveau de langue, rendant ainsi les résultats moins fiables. Il reste que ce type d'analyse pourrait constituer un apport complémentaire non négligeable à notre étude.

---

<sup>133</sup> *Idem.*

<sup>134</sup> *Ibid.*, p.4.

Bien qu'il soit vrai que le juriste perpétue à l'occasion un emploi fautif, il n'en reste pas moins que plusieurs occurrences trouvées nous laissent croire que la norme et l'usage s'équilibrent de plus en plus avec le temps. Comme nous l'avons mentionné en deuxième partie, nous avons trouvé plusieurs exemples du terme « corporation » utilisé de manière juste dans différents textes rédigés par des avocats, des juristes ou des spécialistes du droit. Il serait donc un peu réducteur d'affirmer que le juriste est l'unique responsable du décalage entre la norme et l'usage spécialisé. L'usage législatif a joué un rôle prédominant dans le décalage, influençant du même coup l'usage spécialisé et l'usage familial. L'emploi du terme « corporation » par les juristes a effectivement grandement été influencé par l'usage législatif.

### *La norme et l'usage législatif*

La coexistence de deux lois provenant de deux systèmes juridiques distincts sous deux intitulés différents pour régir la constitution des sociétés dans un même pays a également, selon nous, contribué à la création de ce décalage. Étant donné que la législation est une source du droit importante, sinon la plus importante (de concert avec la jurisprudence, et par opposition à la doctrine et à la coutume), elle sert de source primaire aux juristes, et la terminologie qu'elle recèle a ainsi valeur de norme. Il serait donc juste de croire que dans un contexte juridique, ce que nous pourrions appeler la norme législative prime sur la norme lexicographique.

Nous pensons également que la cohabitation de deux systèmes juridiques a certainement joué un rôle important dans la création de ce décalage. La dualité du droit civil et de la common law a engendré plusieurs problèmes d'ordre terminologique, dont celui qui nous occupe. Reed a déjà affirmé qu'il y avait « interférence entre la langue de la common law et du droit civil »<sup>135</sup>. C'est effectivement le cas lorsqu'il est question du terme « compagnie » par opposition au terme « société » dans la langue juridique québécoise. Puisque, d'une part, ces deux termes ont le même sens lorsqu'il est question d'une entité juridique dotée d'un capital-actions et indépendante de ses membres, et que, d'autre part, le terme « société » appartient à la common law en français (la CLEF) et le terme « compagnie » appartient au droit civil québécois, le traducteur devra faire preuve d'une vigilance considérable en contexte de traduction puisque l'équivalent du terme anglais *corporation* dépend du système juridique duquel il relève. Il est effectivement difficile de parler de correspondance linguistique lorsqu'il est question du terme « corporation » en français. Comme nous l'avons affirmé dans l'introduction, c'est au contact de deux langues et de deux systèmes juridiques que nous devons la naissance des calques que sont *corporation* en anglais et son homonyme en français. Nous partageons donc l'opinion de Terral selon laquelle :

Lorsqu'il y a confrontation entre plusieurs langues et plusieurs systèmes juridiques, les difficultés inhérentes à la terminologie juridique prennent véritablement toute leur ampleur et le recours au droit comparé devient indispensable puisque la traduction du terme juridique impliquera la nécessité de comprendre le concept ou la notion juridique dans le système et la langue de départ afin de pouvoir trouver sa correspondance.<sup>136</sup>

<sup>135</sup> REED, David G. « Problèmes de la traduction juridique au Québec », *Meta*, vol. 24, n° 1, mars 1979, p. 96.

<sup>136</sup> *Ibid*, p 7.

Nous pensons que l'ambiguïté sémantique du terme anglais *corporation* ainsi que la complexité des notions juridiques qui s'y rapportent ont également donné naissance à l'existence de ce décalage. Le champ sémantique du terme anglais *corporation* est tellement vaste qu'il est difficile de cerner toutes les notions s'y rapportant. Il sera donc encore plus difficile de donner un équivalent à tous les termes compris dans ce champ puisque, d'une part, le traducteur peut être confronté à des notions appartenant soit à la common law, soit au droit civil, et que, d'autre part, les équivalents possibles en français peuvent être multiples. À preuve, comme nous l'avons mentionné en deuxième partie, le terme anglais *corporation* peut être rendu par les termes « personne morale », « société par actions » (ou société tout court) ou « compagnie » selon la notion et le système juridique auxquels le texte source fait référence. Or, les notions juridiques liées à la constitution des sociétés sont particulièrement complexes. Par exemple, la notion de « personnalité juridique » est difficile à cerner pour un traducteur qui ne connaît pas tous les éléments que cette forme juridique implique.

Tout d'abord, de notre point de vue, le législateur en est le premier responsable. Étant donné que pendant plusieurs années, la loi fédérale régissant la constitution des sociétés s'intitulait *Loi sur les corporations canadiennes*, il était, d'une certaine manière, normal que le juriste, voire le traducteur, perpétue un usage erroné. Le législateur a toutefois pris l'initiative de changer le titre de cette loi pour celui de *Loi sur les sociétés par actions* dans le but de corriger un emploi fautif condamné depuis plusieurs années par la norme lexicographique.



Le ministère du Revenu canadien a également jugé opportun de changer la terminologie utilisée dans ses lois et a décidé de remplacer toutes les occurrences du terme « corporation » par les termes « société » ou « société par actions » afin de rectifier l'usage du calque lexical perpétué par le législateur.

[...] La loi de l'impôt sur le revenu vient de faire l'objet de plusieurs modifications terminologiques importantes. Par cette refonte, le terme « corporation » est partout remplacé par le nom « société » qui [...] s'entend désormais de toute personne morale<sup>137</sup>.

Néanmoins, étant donné que ces changements datent de 1998, nous croyons que l'usage du terme français « corporation » n'a pas eu le temps de s'adapter adéquatement à la nouvelle norme établie par les modifications apportées à la législation. Puisque la norme lexicographique différerait considérablement de la norme législative il y a à peine plus de 8 ans, ce que nous considérons comme étant relativement récent, nous croyons que les juristes ont préféré se rallier au vocabulaire utilisé par la loi plutôt que par les dictionnaires, ce qui expliquerait en partie la raison pour laquelle le juriste perpétue l'emploi du calque lexical « corporation » en français. Ce vocabulaire législatif a par ailleurs, selon nous, une grande influence sur l'usage. Puisque la loi régissant la constitution des sociétés a longtemps préconisé l'emploi du terme « corporation » en français au sens de société ou de personne morale, nous croyons qu'il est en quelque sorte normal qu'un tel décalage existe. En outre, ce décalage est non seulement tributaire de l'usage fautif, mais également de la législation québécoise puisqu'il a fallu attendre l'adoption du *Code civil du Québec* en 1994 pour que le terme « corporation » soit remplacé par le terme « personne morale ». Notons

---

<sup>137</sup> DE VILLERS, Marie-Éva. « Corporation : la loi est revue et corrigée », *Chroniques linguistiques du HEC*, 15 juin 1998, p. 1.

cependant qu'au sens de « société par actions », le terme « corporation » n'est jamais apparu dans la loi québécoise régissant la constitution des sociétés puisque le législateur lui a préféré celui de « compagnie ».

Donc, à la question posée précédemment, nous sommes arrivée à la conclusion que l'existence du décalage entre la norme et l'usage reliés au terme « corporation » en français est tributaire du législateur, du contact entre deux langues et deux systèmes juridiques, de l'ambiguïté sémantique de ce terme et de la complexité des notions s'y rapportant.

C'est donc l'usage législatif qui a créé en grande partie les problèmes d'usage spécialisé et d'usage familial. Étant donné que la coexistence de deux systèmes juridiques et de deux langues ont souvent créé des inégalités terminologiques (majoritairement en raison du projet de modification terminologique des lois), l'usage spécialisé et l'usage familial se sont tranquillement adaptés à ces changements tandis que la norme a tout de suite adopté les nouvelles modifications terminologiques.

### **Le traducteur doit-il suivre la norme ou la créer afin de pallier un emploi fautif?**

Selon nous, le traducteur est un agent porteur de la norme, au même titre que le terminologue. Ce dernier a en effet pour mandat de mettre de l'avant des choix terminologiques qui respectent aussi bien le contenu du terme de départ que les règles de la langue d'arrivée. Nous entendons par règles de la langue d'arrivée, non seulement ce qui relève de la qualité de la langue, mais également ce qui a trait à ce que Gémar appelle le « contenu culturel » :

Lorsqu'il s'agit de traduire un texte — « pragmatique » ou non — le transfert de son contenu culturel est toujours une source de difficulté pour le traducteur. Porteur de notions souvent chargées d'histoire et de traditions, le texte juridique, de par sa charge culturelle, est particulièrement représentatif de ce type de difficulté.<sup>138</sup>

Prenons les termes « société » et « compagnie » en contexte québécois. Si le traducteur ignore que le texte source traite d'un aspect juridique de compétence provinciale, il donnera forcément comme équivalent au terme *corporation* le terme « société par actions » étant donné que ce dernier se prête adéquatement au contexte. Or, il aurait peut-être été préférable d'y donner comme équivalent « compagnie ». La traduction du terme *corporation* est en réalité question de nuance. Si le traducteur est en mesure de déceler les nuances existant à l'intérieur du champ sémantique du terme *corporation* en anglais, il lui sera certainement plus facile de proposer des équivalents en français. Nous n'insinuons cependant pas que le traducteur doit nécessairement être juriste ou législateur pour arriver à faire ces nuances. Si le traducteur procède à une

<sup>138</sup> GÉMAR, Jean-Claude. «Le plus et le moins-disant culturel du texte juridique. Langue, culture et équivalence », *Meta*, vol. 47, no 2, juin 2002, p. 163.

recherche approfondie du domaine qui nous occupe, soit le droit des sociétés, il sera capable de comprendre l'ampleur des notions se rapportant au terme *corporation*.

Bien que la norme du terme « corporation » en français soit bien établie, il en va autrement en ce qui concerne la norme des termes « société par actions », « compagnie » et « association ». Nous avons en effet constaté que tous les dictionnaires, lexiques et glossaires spécialisés s'entendent pour proscrire l'usage du terme « corporation » au sens de « société par actions » ou de « personne morale ». Donc, bien que le traducteur puisse se fier à la norme pour éviter le calque lexical « corporation » en français, il aura beaucoup plus de difficulté à choisir un équivalent approprié au terme *corporation* s'il se fie aux notions présentées dans les dictionnaires généraux.

### **Solutions et pistes de réflexion**

À la lumière des résultats obtenus et des conclusions que nous en avons tirées, nous nous sommes posée une seule et dernière question : pourquoi tant se compliquer la vie ? Si le sens même de *corporation* est « de donner corps à », de « former un corps », au risque d'en surprendre plusieurs, son emploi littéral en français n'est pas complètement faux. En effet, une personne morale forme un corps, une société par actions forme un corps, une association et une

corporation également. Le français aurait donc pu élargir le champ sémantique de la corporation pour lui faire porter ces quatre significations différentes. N'entend-on pas par « bureau » aussi bien l'élément du mobilier que la pièce de la maison où on effectue un travail intellectuel, que le lieu physique où l'on se déplace pour travailler? En contexte, aucune confusion n'est possible. Les notions se rapportant au terme « corporation » sont si nombreuses et si complexes, il aurait été beaucoup plus simple de conserver le terme « corporation » en français au sens de « société par actions ». Nous nous sommes d'ailleurs longtemps interrogée sur le pourquoi d'une telle condamnation de ce terme en français et sur le responsable de l'établissement de la norme afférente au terme « corporation » en français. Nous sommes arrivée à la conclusion que le but d'une telle condamnation était probablement de bannir ce terme de l'usage parce que son homonymie avec le terme *corporation* en anglais était un exemple probant de calque et d'anglicisme. Plusieurs terminologues et langagiers se sont « mobilisés » pour dénoncer l'usage des anglicismes en français québécois. Or, la dénonciation de l'emploi fautif du terme « corporation » en français au sens de société provient probablement du fait que le terme désigne depuis le Moyen-Âge un groupement de personnes exerçant le même métier ou la même profession. Bon nombre d'auteurs, tel que nous l'avons mentionné, ont déjà dénoncé l'usage fautif du terme « corporation » en français au sens de société. C'est donc que l'emploi fautif du terme « corporation » est condamné depuis plusieurs années déjà. L'existence des termes « personne morale », « société par actions », « compagnie », « association » et « corporation » ont l'avantage d'être bien plus

transparents que l'unique *corporation* anglaise et témoignent d'une certaine richesse de la langue française. Toutefois, le cas de l'adjectif corporatif mériterait peut-être d'être revu. L'usage semble vouloir persister à employer ce terme. Comme l'a affirmé Koutsivitis, « passer d'un système juridique à un autre signifie souvent pour le traducteur qu'il doit chercher, ou créer des équivalences fonctionnelles »<sup>139</sup>. Or, il aurait été particulièrement fonctionnel de garder le terme « corporatif » comme équivalent de *corporate*. Pensons à l'expression « voile corporatif » qui ne trouve toujours pas de version améliorée en français. Comment qualifier autrement ce paravent derrière lequel les investisseurs peuvent se dissimuler? N'est-il pas, de surcroît, le symbole même du corporatisme? Parlerons-nous désormais de voile de société ou de voile social? Cependant, pour traduire *corporate image* ou *corporate citizen*, le français recèle d'heureuses trouvailles, respectivement réputation de la société (ou image sociale) et entreprise citoyenne.<sup>140</sup>

Une fois notre réflexion terminée, nous avons essayé de trouver des solutions pour pallier le décalage entre la norme et l'usage se rapportant au terme « corporation » en français. Nous avons cependant bien vite constaté que les solutions n'étaient pas nombreuses. Étant donné que l'emploi du terme « corporation » est solidement ancré dans l'usage familial, il nous est difficile de proposer une solution viable pour y remédier. Nous pensons cependant que bien que la norme du terme soit bien établie, elle devrait toutefois être

<sup>139</sup> KOUSIVITIS, Vassilis G. « La traduction juridique : standardisation versus créativité », *Meta*, vol. 35, no 1, 1990, p.227.

<sup>140</sup> Comité de terminologie française de l'Ordre des comptables agréés du Québec, Société – association – compagnie – corporation, *Bulletin terminologique de l'Ordre*, vol. 2, n.1, juin 1983, p. 5.

davantage uniforme. Comme nous l'avons mentionné plus haut, les différentes sources consultées pour établir la norme s'entendent pour dire que le terme « corporation » en français est à proscrire. Elles présentent cependant toutes de manière différente les notions se rapportant aux termes « société par actions », « compagnie » et « association ». Si la norme était davantage uniforme quant aux termes pouvant servir d'équivalents à *corporation* en français, le traducteur aurait certainement plus de facilité à choisir l'équivalence appropriée.

Une deuxième solution se trouve certainement dans la perception du rôle qu'assume le traducteur. Étant donné que les traducteurs sont formés pour reconnaître les interférences linguistiques, il y a selon nous beaucoup plus de chance que le traducteur trouve l'équivalent approprié. Le traducteur devra procéder à une recherche terminologique exhaustive pour en arriver à rendre un équivalent en français. Le juriste ou le législateur quant à lui n'est pas nécessairement formé pour faire une telle recherche. Comme l'a affirmé

Sparer :

La traduction, en droit comme ailleurs, doit être assise sur des compétences particulières en matière linguistique comme en matière de communication. Un texte, juridique ou non, est avant tout un instrument de communication. Il n'est pas si clair que des juristes [...] par exemple aient toujours les aptitudes à la communication qui garantiraient aux lecteurs et aux lectrices un texte d'arrivée compréhensible<sup>141</sup>.

---

<sup>141</sup> Sparer, M. « Peut-on faire de la traduction juridique? Comment l'enseigner? », *Meta*, vol. 47, no 2, 2002, p. 275.

## Conclusion

Finalement, le problème que pose la traduction du terme *corporation* en français est tributaire de plusieurs éléments différents qui ont influencé la manière dont le terminologue, le traducteur et le juriste perçoivent son équivalence. Tel qu'en fait mention la première partie de ce mémoire, le bijuridisme canadien est certainement un joueur important dans le décalage qui existe entre la norme et l'usage se rapportant au terme « *corporation* » en français. La coexistence des deux systèmes juridiques, soit le droit civil et la *common law*, a engendré toutes sortes de problèmes terminologiques, parmi lesquels figure le problème qui nous occupe. De plus, la nature distincte de chaque système a contribué à la création d'un champ sémantique particulièrement vaste pour toutes les notions se rapportant au terme *corporation* en anglais. En effet, comme en fait foi notre section dédiée au droit des sociétés par actions, les concepts juridiques liés au terme *corporation* sont nombreux et complexes.

Tel que nous l'avons également démontré dans la première partie, le problème terminologique dont nous avons traité n'est pas récent, étant donné que les premières lois canadiennes adoptées pour régir la constitution des sociétés préconisaient l'emploi du terme « *corporation* » au sens de société par actions et de personne morale. C'est donc que la législation a eu beaucoup d'influence sur l'usage du terme « *corporation* » en français. Le ministère du Revenu du Canada a d'ailleurs longtemps employé de manière erronée le terme « *corporation* » en français. Ce n'est qu'en 1998 que le législateur a décidé de



remplacer toutes les occurrences du terme « corporation » dans ses lois par ceux de société par actions ou de personne morale. Malgré cette décision, la plupart des autres provinces bilingues préconisent encore l'emploi du terme « corporation ». Le Nouveau-Brunswick régit toujours la constitution des sociétés en vertu d'une loi intitulée *Loi sur les corporations commerciales* et le Manitoba en vertu d'une loi intitulée *Loi sur les corporations*. Bien que ces provinces ne soient pas en situation de dualité juridique (puisque le droit civil ne s'applique qu'au Québec) cette erreur est difficilement justifiable puisque la plupart des dictionnaires de droit s'appliquent tant au droit de compétence fédérale et provinciale.

Comme nous l'avons démontré en deuxième partie donc, le champ sémantique du terme *corporation* en anglais est très vaste. On compte parmi ce champ les termes *business corporation*, *corporation*, *professional corporation*, *non-profit corporation*, *company* et *limited company*. Ces termes ont presque tous la même forme abrégée *corporation*. Nous avons conclu, après avoir établi les limites de ce champ, que seul le contexte permettait au traducteur de donner un équivalent français au terme *corporation*. À la lumière de nos recherches, nous avons également conclu que les équivalents possibles en français étaient « société par action » (comme équivalent aux termes *business corporation*, *company*, *limited company* ou *corporation*), « personne morale » (comme équivalent de *corporation*, *body corporate*, *artificial person*, *legal person* ou *civil person*), « compagnie » (comme équivalent de *business corporation*, *company*, *limited company* ou *corporation*), « association » (comme équivalent

de *non-profit corporation*) et « corporation » (comme équivalent de *professional corporation*). Force est de constater que la notion d'équivalence en ce qui a trait à la traduction du terme corporation en français est particulièrement compliquée. Malgré tout, la norme se rapportant au terme « corporation » semble être bien établie. Le Petit Robert, le Multidictionnaire, Termium et le grand dictionnaire terminologique (notre norme générale) s'entendent tous pour affirmer que le terme « corporation » au sens de société par actions et de personne morale en français est un calque. Ménard, Reid et le Centre de recherche en droit privé, dont les ouvrages ont composé notre norme spécialisée, s'entendent pour dire la même chose. Pourtant, il en va tout autrement pour l'usage. En effet, l'emploi fautif de « corporation » en français semble persister, faute que nous attribuons en majeure partie à la législation, tel que le démontre notre section consacrée aux usages relatifs à ce terme. Il existe également bel et bien un important décalage entre la norme et l'usage liés au terme « corporation » en français en raison de la coexistence de deux systèmes juridiques et de deux langues.

Nous nous sommes donc posé quelques questions pour expliquer la raison d'une telle complexité et du décalage entre la norme et les usages. À la lumière des résultats obtenus, nous avons tout d'abord conclu que la législation était la première responsable de ce décalage. De plus, étant donné que la législation sert de source terminologique primaire au juriste, nous avons donc établi une corrélation entre les deux et avons également conclu que le juriste était en partie responsable du décalage entre la norme et les usages.

Nous sommes également d'avis que le traducteur doit être porteur de la norme, c'est-à-dire que ce dernier est responsable de choisir une terminologie appropriée dans un contexte juridique donné. Il doit également être en mesure de déceler les nuances d'un texte anglais pour arriver à donner l'équivalent français adéquat du terme *corporation*. Le traducteur ne doit cependant pas se substituer à la norme étant donné que celle se rapportant au terme « corporation » en français est bien établie.

Enfin, nous avons remis en question notre argumentaire afin de décider si le terme « corporation » au sens de société aurait pu passer dans l'usage. Nous avons conclu qu'il est trop tard pour revenir sur l'emploi de ce terme parce que l'utilisation du sens erroné de ce dernier semble diminuer et que la norme est bien établie. La situation diffère légèrement en ce qui a trait à l'adjectif « corporatif », qui pourrait encore être revu, et nous considérons même qu'il serait justifié, dans certains cas précis, de le faire passer dans l'usage.

Il sera intéressant d'étudier d'ici les prochaines années l'évolution de l'usage des termes « corporation » et « corporatif » en français. Nous pensons qu'à moyen terme, l'usage et la norme se rééquilibreront étant donné que la norme dénonce de manière unanime l'emploi erroné du terme « corporation ». Il en sera peut-être autrement pour le terme « corporatif » étant donné que ce terme fait partie d'un nombre infini de syntagmes nominaux et que le terme « corporatif » peut difficilement être remplacé par un autre terme dans certaines expressions.

Nous estimons, en fin de compte, que la recherche que nous avons effectuée contribuera d'une manière ou d'une autre à pallier l'emploi fautif du terme « corporation » en français. Nous n'aspérons pas à devenir la référence en ce qui a trait au problème terminologique que pose la traduction de ce terme. Nous espérons davantage pouvoir aider, et surtout éclairer, certains traducteurs dans la cohue de notions et de concepts juridiques liés à la terminologie du droit des sociétés par actions.

## Bibliographie

### Monographies

ARCHAMBAULT, Jean-Pierre et Marc-André Roy, *Initiation au droit des affaires*, 2<sup>e</sup> édition, Éditions Études vivantes, Laval (Québec), 1995, 564 p.

CRÊTE, Raymonde et Stéphane ROUSSEAU, *Droit des sociétés par actions. Principes fondamentaux*, Thémis, Montréal, 2002, 1008 p.

DELISLE, Jean, *La traduction raisonnée, Manuel d'initiation à la traduction professionnelle de l'anglais vers le français*, Les Presses de l'Université d'Ottawa, Ottawa, 1993, 484 p.

DIDER, Emmanuel, *Langues et langages du droit. Étude comparatives des modes d'Expression de la Common Law et du droit civil, en français et en anglais*, Wilson et Lafleur, Montréal, 1990, 477 p.

GÉMAR, Jean-Claude, *Langage du droit et traduction. Essais de jurilinguistique*, Conseil de la langue française/Linguattech, Québec, 1982, 320 p.

GÉMAR, Jean-Claude, *Les trois états de la politique linguistique du Québec*, Éditeur officiel du Québec, Québec, 201 p.

GÉMAR, Jean-Claude, *Traduire ou l'art d'interpréter, fonctions, statut et esthétique de la traduction, tome 1*, Presses de l'Université de Québec, Québec, 1995, 257 p.

GÉMAR, Jean-Claude et Vo, HO-THUY, *Difficultés du langage du droit au Canada*, Cowansville (Québec), Les Éditions Yvon Blais, Cowansville, 1990, 205 p.

HORGUELIN, Paul A. et Louise, BRUNETTE, *Pratique de la révision*, Linguattech, Montréal, 1985, 263 p.

LACASSE, Nicole, *Droit de l'entreprise*, 4<sup>e</sup> édition, Éditions Narval, Sillery (Québec), 2002, 534 p.

MARTEL, Maurice et Paul MARTEL, *La compagnie au Québec. Volume 1: Les aspects juridiques*, Wilson & Lafleur, Montréal, 2002, 1002 p.

POIRIER, Donald, *Introduction générale à la common law*, Les Éditions Yvon Blais, Cowansville, 1995, 441 p.10

RATTI, Normand (*et al.*), *Droit des affaires, faillite et insolvabilité*, Volume 9, Les Éditions Yvon Blais, Cowansville, 2001, 542 p. (Collection de droit 2001-2002).

SHEPPARD, C-A, *The Law of Languages in Canada*, Ottawa, Information Canada, Montréal, 1971, 414 p.

VANDERLINDEN, Jacques, *Histoire de la common law*, Les Éditions Yvon Blais, Cowansville, 1996, 104 p.

**Articles (étant donné que la plupart des articles ont été imprimés à partir du moteur de recherche *Érudit*, les pages ne sont pas indiquées).**

BAGGE, Christine, « Analyse sémantique comparative des structures des vocabulaires scientifiques anglais et Français », *Meta*, Volume 28, numéro 4, décembre 1983

BERGERON, Michel. « La traduction juridique au Canada », *Colloque international organisé par l'Ecole de traduction et interprétation de l'Université de Genève*, Actes 2000, 9 p.

BÉLAIR, Normand « Législation bilingue, la production de la seconde version », *l'Actualité terminologique/Terminology Update*, vol. 20, no 6, 1987, pp. 6-8.

Comité de terminologie française de l'Ordre des comptables agréés du Québec, *Société – association – compagnie – corporation*, Bulletin terminologique de l'Ordre, vol. 2, n.1, juin 1983, 6 p.

Comité de terminologie française de l'Ordre des comptables agréés du Québec, *Les nébuleuses « corporatives » ou comment traduire corporate?*, Bulletin terminologique de l'Ordre, Vol.2, n.42-1, septembre 1995, 6 p.

CUERRIER, Marc et Sandra HASSAN, « Symposium, bijuridisme canadien et harmonisation de la législation fiscale fédérale », *Revue fiscale canadienne*, vol. 51, n° 1, 2003.

DE VILLERS, Marie-Éva. « Corporation : la loi est revue et corrigée », *Chroniques linguistiques du HEC*, 15 juin 1998, 2 p.

GÉMAR, Jean-Claude. «La traduction juridique : art ou technique d'interprétation», *Meta*, vol. 33, n° 2, juin 1988.

- GÉMAR, Jean-Claude. « Le traducteur et la documentation juridique », *Meta*, vol. 21, n° 1, mars 1980.
- GÉMAR, Jean-Claude. « Le plus et le moins-disant culturel du texte juridique. Langue, culture et équivalence », *Meta*, vol. 47, n° 2, juin 2002.
- GOUIN, Jacques. « La traduction au Canada de 1791 à 1867 », *Meta*, vol. 22, n° 1, mars 1977.
- GROFFIER, Ethel. « La langue du droit », *Meta*, vol. 35, n° 2, juin 1990.
- HORGUELIN, Paul A. « Les premiers traducteurs (1760 à 1791) », *Meta*, vol. 22, n° 1, mars 1977.
- KOUSIVIKIS, Vassilis G. « La traduction juridique : standardisation versus créativité », *Meta*, vol. 35, no 1, 1990.
- LABELLE, André. « La corédaction des lois fédérales au Canada Vingt ans après : quelques réflexions. », *Colloque international organisé par l'Ecole de traduction et interprétation de l'Université de Genève*, Actes 2000, 9 p.
- LAVOIE, Judith. « Business Corporation, Partnership, Company... Comment les traduire », *Circuit*, été 2004
- LAVOIE, Judith. « Faut-il être juriste ou traducteur pour traduire le droit? », *Meta*, vol. 48, no 3, septembre 2003
- LAVOIE, Judith. « Le bilinguisme législatif et la place de la traduction », *TTR*, n° 1, 1er semestre 2003
- LAVOIE, Judith. « Le discours sur la traduction juridique au Canada », *Meta*, vol. 47, n° 2, juin 2002.
- LAJOIE, Marie. « L'interprétation judiciaire des textes législatifs bilingues », *Meta*, vol. 24, n° 1.
- LAUZIÈRE, Lucie. « Un vocabulaire juridique bilingue canadien », *Meta*, vol. 24, n° 1, 1979.
- LAVERDIÈRE, André. « Droit des compagnies. Disparition du mot corporation dans le droit civil du Québec. Réflexions et commentaires », *Revue du Barreau*, vol. 49, décembre 1989, p. 851.
- LEVER, Lionel A. « La cohabitation du bilinguisme et du bijuridisme dans la législation fédérale canadienne : mythe ou réalité? », *Revue de la common law en français*, n° 3, pp. 127-136.

- LOFFLER-LAURIAN, Anne-Marie, « Norme de communication et traduction de textes techniques », *Meta*, vol. 29, no 2, juin 1984, 8 p.
- MACDONALD, R.A. « Legal Bilingualism », *Revue de droit de McGill*, vol. 42, n° 1, p. 119-168.
- REED, David G. « Problèmes de la traduction juridique au Québec », *Meta*, vol. 24, n° 1, mars 1979.
- SPARER, Michel. « Peut-on faire de la traduction juridique? Comment doit-on l'enseigner? », *Meta*, vol. 47, numéro 2, juin 2002.
- SNOW, Gérard. « Le *use* de la *common law* : étude terminologique », *Meta*, vol. 47, n° 2, 2002.
- SCHWAB, Wallace. « Les entreprises commerciales », *Meta*, vol. 24, n° 1, mars 1979.
- TERRAL, Florence. « L'empreinte culturelle des termes juridiques », *Meta*, vol. 49, n° 4, décembre 2004.
- WELLINGTON MAGUIRE, Louise, « Bijuridisme canadien : méthodologie et terminologique de l'harmonisation », Fascicule 4 (publié par le Ministère de la justice du Canada), 2000, p. 24.

### Dictionnaires

- Centre de recherche en droit privé et comparé du Québec, *Dictionnaire de droit privé et lexiques bilingues*, Les éditions Yvon Blais, Cowansville, 2003, 467 p.
- DAGENAIS, Gérard, *Dictionnaire des difficultés de la langue français au Canada*, Les éditions françaises, Boucherville (Québec), 1984, 679 p.
- DE VILLERS, Marie-Éva, *Multidictionnaire*, troisième édition, Québec Amérique, Montréal, 1997, 1536 p.
- MÉNARD, Louis et al., *Dictionnaire de la comptabilité et de la gestion financière*, Institut des comptables agréés, Toronto, 1994, 1581 p.
- NOLAN, Joseph R., *Black's law dictionary*, West Pub. Co., Saint-Paul, 1990, 1657 p.



NOLAN, Joseph R. et al., *The Canadian Oxford Dictionary*, Oxford University Press, Oxford, 2000, 1229 p.

REID, Hubert, *Dictionnaire de droit québécois et canadien*, troisième édition, Wilson & Lafleur, Montréal, 2004, 828 p.

ROBERT, Paul et al., *Le nouveau Petit Robert*, édition revue et amplifiée, Dictionnaire le Robert, Paris, 1993, 2841 p.

YOGIS, John A., *Canadian Law Dictionary*, quatrième édition, Barron's, New York, 1998, 335 p.

### **Outils terminologiques en ligne**

BUREAU DE LA TRADUCTION, Termium Plus, [en ligne], mise à jour du 15 mars 2006 (dernière mise à jour):  
<http://www.termiumplus.gouv.qc.ca> (consulté à plusieurs reprises)

OFFICE DE LA LANGUE FRANÇAISE, Grand dictionnaire terminologique, [en ligne], mise à jour du 15 mars 2006 (dernière mise à jour):  
<http://www.granddictionnaire.com> (consulté à plusieurs reprises)

### **Lois**

*Loi sur les compagnies*, L.R.Q., chapitre C-38

*Loi canadienne sur les sociétés par actions*, L.R.C., 1985, ch. C-44

*Loi sur les sociétés par actions*, L.R.O. 1990, chapitre B.16

*Loi sur les corporations*, C.P.L.M. c. C225

*Loi sur les corporations commerciales*, L.R.N.-B. chapitre B-9.1

### **Références Internet**

CENTRE INTERNATIONAL DE LA COMMON LAW EN FRANÇAIS,  
 Revue de la common law en français [en ligne], mise à jour de 2006 :  
[http://www2.umoncton.ca/cfdocs/ciclef/ouvrages\\_revue.cfm](http://www2.umoncton.ca/cfdocs/ciclef/ouvrages_revue.cfm) (consulté en octobre 2005)

CONSEIL PRIVÉ DU CANADA, [...] Colloque sur l'harmonisation de la législation fédérale avec le droit civil québécois et le bijuridisme canadien [en ligne] mise à jour de novembre 1997 :

[www.pco-bcp.gc.ca](http://www.pco-bcp.gc.ca) (consulté le 11 février 2006).

DICTONNAIRE BIOGRAPHIQUE DU CANADA [en ligne], mise à jour de 2006 (dernière mise à jour):

[www.biographi.ca](http://www.biographi.ca) (consulté à plusieurs reprises).

DICTIONNAIRE INTERNATIONAL DES TERMES LITTÉRAIRES [en ligne], mise à jour de 2006 (dernière mise à jour):

<http://www.ditl.info/arttest/art5243.php> (consulté à plusieurs reprises)

ENCYCLOPÉDIE CANADIENNE HISTORIA, Fiche destinée au Code civil [en ligne], mise à jour de 2006 (dernière mise à jour):

[www.canadianencyclopedia.ca](http://www.canadianencyclopedia.ca) (consulté à plusieurs reprises).

RÉSEAU JURIDIQUE DU QUÉBEC, BOUDREAULT, Jocelyne, avocate. « « La nécessité de tenir à jour son livre de minutes corporatif », RÉSO Gestion Corporative, Montréal. 23 Juillet 2002, p. 1. [en ligne], mise à jour de 2006 : [www.avocat.qc.ca](http://www.avocat.qc.ca) (consulté à plusieurs reprises);

UNIVERSITÉ DE MONCTON, Juriterm [en ligne], mise à jour de 2006 :

<http://sabik.umcm.ca/ctj/juriterm.dll> (consulté le 1<sup>er</sup> février 2006)

